



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

COTE D'IVOIRE 2016



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

COTE D'IVOIRE 2016



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale pour la Côte d'Ivoire / Secrétariat du Comité

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DE LA COTE D'IVOIRE AU TITRE DE L'ANNEE 2016

Octobre 2017

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES GRAPHIQUES.....	4
AVANT-PROPOS.....	5
RESUME.....	9
INTRODUCTION.....	11
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	16
I.1- Balance des biens.....	16
I.1.1- Exportations de biens.....	17
I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	17
I.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	18
I.1.1.3- Orientation géographique des exportations de biens.....	20
I.1.2- Importations de biens.....	22
I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	22
I.1.2.2- Composition des importations de biens.....	22
I.1.2.3- Orientation géographique des importations de biens.....	24
I.2- Balance des services.....	25
I.2.1- Exportations de services.....	25
I.2.2- Importations de services.....	26
I.3- Compte de revenu primaire	27
I.4- Compte de revenu secondaire.....	27
II- COMPTE DE CAPITAL.....	28
II.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.....	28
II.2- Transferts de capital.....	28
III- COMPTE FINANCIER.....	29
III.1- Investissements directs étrangers.....	29
III.2- Investissements de portefeuille.....	31
III.3- Dérivés financiers.....	31
III.4- Autres investissements.....	32
IV- CAPITAUX MONETAIRES.....	33
IV.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	33
IV.2- Avoirs et engagements des banques.....	34
IV.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts...	34
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	35
CONCLUSION.....	36
ANNEXES.....	38

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Balance des paiements de la Côte d'Ivoire en termes de transactions (optique BCEAO).....	10
Tableau 2 : Evolution de la balance courante.....	16
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale.....	16
Tableau 4 : Evolution des exportations de biens.....	17
Tableau 5 : Principaux groupes de produits exportés.....	18
Tableau 6 : Exportations de la Côte d'Ivoire vers les autres pays de l'UEMOA.....	21
Tableau 7 : Evolution des importations de biens FOB.....	22
Tableau 8 : Principaux types de produits importés.....	23
Tableau 9 : Importations de la Côte d'Ivoire en provenance de l'UEMOA.....	25
Tableau 10 : Evolution de la balance des services.....	25
Tableau 11 : Exportations de services.....	26
Tableau 12 : Importations de services.....	26
Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire.....	27
Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire.....	27
Tableau 15 : Evolution du compte de capital.....	28
Tableau 16 : Evolution du compte financier (optique BCEAO).....	29
Tableau 17 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	33
Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements des banques.....	34
Tableau 19 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires.....	34

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution de la balance commerciale et de la balance courante.....	17
Graphique 2 : Principaux produits exportés.....	20
Graphique 3 : Evolution des flux nets d'IDE.....	29
Graphique 4 : Répartition des IDE entrants selon ses composantes.....	30
Graphique 5 : Principaux secteurs d'activité bénéficiaires des IDE entrants en 2016.....	30
Graphique 6 : Evolution de la variation des avoirs extérieurs nets.....	33

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui retrace, sous forme comptable, l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents, au cours d'une période déterminée. Elle est présentée suivant les règles de la comptabilité en partie double.

La balance des paiements nationale permet d'évaluer l'insertion de l'économie dans son environnement extérieur, d'identifier l'apparition de déséquilibres et de comprendre comment ces déséquilibres sont financés par le reste du monde. Elle constitue, en outre, un élément essentiel de la statistique nationale. Plusieurs éléments qui en sont tirés contribuent à l'élaboration des agrégats nationaux (exportations et importations dans le produit intérieur brut, par exemple).

En général, les comptes de la balance des paiements sont établis en monnaie locale et conformément aux recommandations du Manuel de la Balance des Paiements du Fonds Monétaire International (FMI).

Ce manuel dont la première édition date de 1948, a été amélioré successivement en 1950, en 1961, en 1977, en 1993 et, récemment, en 2008. Chaque édition répond à l'évolution économique et financière, aux changements dans les intérêts des analystes et à l'accumulation d'expériences des statisticiens.

Ainsi, les comptes présentés ci-après ont été établis selon les principes de la nouvelle édition, la 6^{ème} (MBP6), entrée en vigueur dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) au cours de l'année 2012.

Ce nouveau manuel qui apporte davantage de clarifications à certains concepts, procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations. Il met aussi l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la Position Extérieure Globale (PEG), en raison du rôle prépondérant de l'analyse bilancielle dans l'appréciation de la vulnérabilité économique des États.

La prise en compte, par la BCEAO, de ces changements a engendré une révision globale de son dispositif d'élaboration des comptes extérieurs depuis l'année 2012, afin d'une part, de maintenir leur conformité aux normes internationales et, d'autre part, de corriger les insuffisances du dispositif précédent qui a été utilisé sur la période 1996-2011.

Ainsi, les supports de collecte des données ont été entièrement révisés, de même que les applications informatiques dédiées au traitement des informations. En outre, les données des années antérieures ont été retranscrites dans le but d'assurer la cohérence des séries.

Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte du dispositif a consisté également en la prise en compte des données de certaines institutions sous-régionales qui étaient ignorées auparavant, en la répartition des données par branche d'activité et en la modification de la structure géographique des transactions. Cette dernière porte sur le remplacement de la France par la Zone Euro, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA depuis la création de l'euro en 1999.

En tenant compte de toutes les modifications qui ont été introduites par le MBP6, dans le but de rapprocher les comptes extérieurs du compte "reste du monde" du Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008), les composantes de la balance des paiements sont réparties en trois grandes catégories, comme présentées ci-après.

I- Composantes de la balance des paiements

1.1 Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes d'une économie et celles qui sont non-résidentes. Le revenu primaire représente le gain qui revient aux unités institutionnelles résidentes en contrepartie de leur contribution à la production ou de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles non-résidentes. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants entre résidents et non-résidents.

1.2 Le compte de capital

Il regroupe les transferts de capital qui comprennent les remises de dettes, les dons en biens d'équipement ou destinés à en acheter ainsi que les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (achats de brevets, licences, achats d'immeubles par les ambassades).

La somme des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Elle est théoriquement égale au compte financier.

1.3 Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- **les investissements directs**, qui sont effectués par une entité appelée investisseur direct, lequel vise un intérêt durable, notamment la rentabilité ou le développement futur de l'entreprise qui reçoit l'investissement et détient, dans cette optique, au moins 10% des actions ou des droits de vote ;
- **les investissements de portefeuille**, qui regroupent tous les investissements internationaux réalisés sous forme d'acquisition de titres de participation ou de titres de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserves ;
- **les dérivés financiers**, qui sont des instruments financiers dont la valeur change en fonction de l'évolution du prix d'un autre actif appelé "support" ou "primitif" ou "sous-jacent" ;
- **les autres investissements**, qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classés dans les investissements de portefeuille et les réserves. Les principaux éléments inclus dans les autres investissements sont notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, l'utilisation des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- **les avoirs de réserves**, qui sont des avoirs extérieurs à disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils permettent de financer directement les déséquilibres des paiements, de réguler indirectement l'ampleur de ces déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et parer à d'autres besoins.

Les comptes de la balance des paiements sont complétés par la position extérieure globale.

II– La position extérieure globale

La Position Extérieure Globale (PEG) est un état statistique qui retrace, à un moment donné, la valeur et la composition des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La position extérieure fournit ainsi des indications sur le montant et la structure du patrimoine financier des résidents en actifs étrangers et des non-résidents en actifs locaux. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. La sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements (MBP6) distingue, au niveau des statistiques de la PEG, un compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume liés à des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment des changements de volume des avoirs, des changements de volume des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications.

Les principales étapes d'élaboration de ces deux états sont les suivantes.

III – Principales étapes d'élaboration de la balance des paiements

Les comptes extérieurs sont élaborés en suivant les quatre principales étapes décrites ci-après.

Etape 1 : la collecte des données

Pour l'élaboration des comptes extérieurs, les informations sont collectées auprès des agents économiques, à travers un formulaire administré par voie postale et par le biais d'agents enquêteurs recrutés avec le concours du Ministère de l'Economie et des Finances. Pour ce faire, il a été établi une typologie de l'activité des agents économiques afin de concevoir des questionnaires adaptés aux uns et aux autres et de couvrir l'ensemble des transactions internationales des différents agents économiques. Cette collecte d'informations auprès des entreprises est complétée par des statistiques recueillies auprès d'autres sources, notamment les données du commerce extérieur, communiquées par la Direction Générale des Douanes, et les tableaux de dépouillement fournis par certains organismes et départements ministériels.

Etape 2 : le traitement des données

Les informations reçues des déclarants sont contrôlées (pour vérifier la vraisemblance et la cohérence d'ensemble) et saisies dans une application qui en assure le traitement. Des rapprochements sont ensuite effectués avec d'autres sources. En particulier, les statistiques du commerce extérieur sont confrontées à celles sur les grands produits détenues par les organismes qui les commercialisent.

Etape 3 : l'enregistrement des données

A l'issue de ces traitements, les informations sont enregistrées de façon automatique par l'application informatique. En principe, du fait de l'équilibre comptable de la balance des paiements, le solde global des comptes devrait être nul. Dans les faits, il est constaté une différence, qui fait l'objet d'un poste « Erreurs et Omissions ». C'est un poste d'ajustement dont l'existence tient au fait que, contrairement à l'exigence d'un véritable système de comptabilisation en partie double, les enregistrements dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Ces « Erreurs et Omissions » traduisent donc des écarts statistiques issus d'incertitudes dans le taux de couverture de certaines collectes, de décalages de périodes et de différences de méthodes.

Etape 4 : Analyse de la balance des paiements

La balance des paiements étant un outil d'aide à la décision, il convient, après son élaboration, d'en expliquer les principaux soldes, à partir des transactions ou catégories de transactions effectuées avec l'étranger. Les faits économiques et politiques intervenus au cours de la période sous revue, et qui ont pu influencer directement ou indirectement ces soldes, doivent également être mis en lumière. Par ailleurs, un rapprochement avec les soldes obtenus les années précédentes est effectué, afin d'examiner la dynamique de la situation économique du pays ainsi que l'efficacité des politiques adoptées.

RESUME

La croissance mondiale a évolué, en 2016, au même rythme qu'en 2015, en s'établissant à 3,2%¹, sous les effets conjugués du repli de la croissance économique dans les pays industrialisés et du léger regain d'activité observé dans les pays émergents.

Dans les Etats membres de l'UEMOA, la croissance est ressortie à 6,7% en 2016, après 6,6% en 2015. Cette performance provient de l'ensemble des secteurs avec une contribution plus forte du secteur tertiaire, suivi du secteur secondaire.

Au plan national, en 2016, la croissance de l'activité économique ivoirienne a été moins forte. Le PIB a enregistré, en termes réels, une progression de 8,3%, après 8,8% en 2015.

Dans ce contexte, après un solde global positif de 248,5 milliards un an plus tôt, les paiements extérieurs se sont soldés en 2016 par un déficit de 53,1 milliards.

La balance des transactions courantes a enregistré un déficit de 245,5 milliards (-1,1% du PIB), après celui de 119,1 milliards (-0,6% du PIB) en 2015, en liaison avec la persistance du déficit des services, le creusement de celui des revenus et la baisse de l'excédent de la balance des biens.

Le solde excédentaire de la balance commerciale s'est replié de 3,0% par rapport au niveau atteint en 2015, en lien avec la baisse, en valeur, des exportations plus forte que celle des importations.

Le solde déficitaire des services s'est amoindri de 1,2% par rapport à 2015, en relation avec d'une part, la progression des exportations, notamment les voyages et, d'autre part, la baisse des paiements au titre du fret. Toutefois, les dépenses de construction et des services techniques ont progressé en lien avec la poursuite de la construction des infrastructures par l'Etat et le développement de l'industrie extractive.

De même, le déficit du compte du revenu primaire s'est aggravé de 7,1% en 2016, du fait de la hausse des revenus d'investissements consécutive à l'augmentation des passifs financiers de l'économie vis-à-vis de l'étranger.

S'agissant du revenu secondaire, son déficit s'est accru de 20,8% par rapport à 2015 en raison, d'une part, de la baisse des aides budgétaires reçues par l'Administration Publique et, d'autre part, de la hausse des contributions au fonctionnement des organisations internationales et de l'accroissement des transferts de fonds émis par les travailleurs migrants.

Pour ce qui est du solde positif du compte de capital, il a enregistré une baisse de 29,1%, résultant de la faiblesse des dons projets reçus par l'Administration Publique par rapport à 2015. De même, le niveau des dons reçus par les institutions sans but lucratif au service des ménages en vue de la réalisation de leurs investissements est ressorti en repli par rapport 2015.

Le compte financier, sous la présentation optique BCEAO, affiche un solde négatif de 87,4 milliards, après celui de 250,3 milliards en 2015. Il ressort ainsi un accroissement net, plus faible, des engagements de l'économie vis-à-vis de l'étranger en 2016 par rapport à l'année 2015. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse des entrées nettes d'investissement de portefeuille, en lien avec l'absence d'émission d'eurobonds par l'Administration publique après celle effectuée en 2015.

1- Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), établies en octobre 2017

Tableau 1 : Balance des paiements de la Côte d'Ivoire en termes de transactions en 2016 (optique BCEAO)

(En milliards de FCFA)

Poste	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	7 417,3	7 662,8	-245,5
Biens et services	6 990,9	6 352,5	638,4
Biens	6 449,3	4 631,5	1 817,8
Marchandises générales	5 966,8	4 631,5	1 335,4
Dont : Réexportations	10,0	0,0	10,0
Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,4	0,0	0,4
Or non monétaire	482,1	0,0	482,1
Services	541,6	1 721,1	-1 179,5
Transport	121,2	818,7	-697,4
Dont : Fret	58,0	742,4	-684,4
Voyage	224,8	220,3	4,5
Autres services	195,6	682,1	-486,6
Revenus primaires	166,9	804,7	-637,8
Revenus des salariés	101,0	28,3	72,7
Revenus des investissements	58,5	775,9	-717,4
Autres revenus primaires	7,5	0,5	6,9
Revenus secondaires	259,5	505,5	-246,1
Administrations publiques	147,6	64,2	83,4
Aides budgétaires	147,6	64,2	83,4
Autres secteurs	111,9	441,3	-329,5
Dont : Envois de fonds des travailleurs	102,0	396,0	-294,0
Compte de capital	110,9	0,0	110,9
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	0,0
Transfert en capital	110,9	0,0	110,9
Administrations publiques	106,2	0,0	106,2
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	4,7	0,0	4,7
Compte financier	659,1	746,5	-87,4
Investissements directs	17,0	342,4	-325,5
Investissements de portefeuille	23,0	372,3	-349,3
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	619,1	31,7	587,4
Administration publique	28,1	81,6	-53,6
Autres secteurs	591,0	-49,9	640,9
Erreurs et omissions nettes	-6 811,9	-6 806,1	-5,8
Solde global	57,2	110,3	-53,1
Avoirs et engagements extérieurs	-57,2	-110,3	53,1
Banque centrale	243,6	75,8	167,8
Autres institutions de dépôts	-300,8	-186,1	-114,7

Source : BCEAO

INTRODUCTION

Conjoncture économique et financière internationale

La croissance mondiale s'est établie à 3,2% en 2016, soit au même taux qu'en 2015. L'environnement économique et financier international en 2016 a été marqué par des difficultés économiques observées dans les grands pays industrialisés, notamment la baisse des investissements, ainsi que par le recul des cours du pétrole et les incertitudes liées à la décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union Européenne, le « Brexit ».

Dans les pays industrialisés, le taux de croissance s'est établi à 1,6%. Il a connu une baisse par rapport à celui enregistré l'année précédente (+2,1%), en dépit des politiques monétaires accommodantes des banques centrales et de la baisse des cours du pétrole. Aux États-Unis, le taux de croissance économique a été de 1,6% en 2016, après 2,6% en 2015, en lien avec une activité plus faible que prévu au premier semestre 2016, en raison de la vigueur du dollar et de la faiblesse persistante de l'investissement des entreprises. Les craintes liées au Brexit ont également exercé un effet modérateur sur l'activité économique.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance économique est resté stable, en se situant à 4,1% en 2016 contre 4,0% en 2015. En Chine, le taux de croissance de l'activité économique est ressorti à 6,7% en 2016, après 6,9% en 2015. La nouvelle politique des autorités chinoises, consistant à orienter les ressorts de la croissance vers la consommation intérieure et les services, a continué d'avoir un effet modérateur sur l'activité à court terme, tout en contribuant à mettre en place les conditions nécessaires pour une expansion durable à long terme. En Inde, la croissance économique a ralenti pour se situer à 6,6% en 2016, après 7,6% en 2015. Les signes de ce fléchissement sont perceptibles dans quasiment tous les secteurs d'activité. La croissance de l'investissement, déjà négative, s'est davantage détériorée. En outre, le remplacement de 86% des billets en circulation a provoqué une pénurie de liquidité et une baisse de la consommation. Le Brésil est demeuré en récession avec une contraction de 3,5% de l'activité en 2016, sous l'effet des chocs liés aux bas niveaux des cours des produits de base et des tensions sociopolitiques. En Russie, l'économie s'est stabilisée avec une baisse limitée à 0,6%, après un repli de 3,7% en 2015, en liaison avec la reprise des prix du pétrole, la levée des sanctions internationales et l'assouplissement des conditions financières.

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est établie à 1,6% en 2016 contre 3,4% en 2015, soit son plus bas niveau depuis 1993. La faiblesse des prix des produits de base a largement contribué à la dégradation des performances économiques de la région, notamment au niveau de ses deux plus grandes économies, à savoir le Nigeria et l'Afrique du Sud, ainsi que dans la Zone CEMAC. Au Nigeria, l'activité s'est contractée de 1,5%, après un taux de croissance de 2,7% en 2015. L'économie du pays reste affectée par les pénuries de devises provoquées par la baisse des recettes pétrolières, la faible production d'énergie électrique et la perte de confiance des investisseurs. En Afrique du Sud, la croissance a ralenti à 0,3%, après 1,3% en 2015. L'économie sud-africaine est pénalisée par le bas niveau des prix des produits de base, le déficit énergétique et les tensions sociopolitiques. Dans la Zone CEMAC, la croissance s'est établie à 1,6% en 2016 contre 2,8% en 2015.

Sur le marché du travail, les demandes d'emplois ont diminué dans la plupart des pays industrialisés. Aux États-Unis, le taux de chômage a baissé de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2015, ressortant à 4,7% en décembre 2016. Dans la Zone euro, le taux de chômage, quoique restant à un niveau élevé, est passé de 10,4% en 2015 à 9,3% en 2016. De même, au Japon, le nombre de demandeurs d'emploi s'est replié de 0,2 point de pourcentage s'établissant à 3,1% en 2016.

L'inflation globale a repris au cours de l'année 2016, sous l'effet de l'atténuation de la baisse des prix de l'énergie, notamment le pétrole.

Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation est ressorti à 0,7% en 2016, contre 0,3% en 2015, demeurant toutefois en deçà des objectifs fixés par les banques centrales. Au niveau des pays émergents et en développement, il s'est établi en moyenne à 4,5% en 2016 après 4,7% en 2015, dans un contexte marqué par les fluctuations des taux de change dans la plupart des pays, les effets des dépréciations antérieures s'étant atténués.

Au plan de la politique monétaire, dans un contexte d'inflation faible, les banques centrales des principaux pays industrialisés ont maintenu ou renforcé l'orientation accommodante de leurs politiques monétaires, à l'exception de la FED qui a poursuivi le resserrement progressif de sa politique monétaire entamé en 2015. La Banque Centrale Européenne (BCE) a mis en oeuvre, en 2016, de nouvelles mesures pour renforcer l'orientation accommodante de sa politique monétaire, en vue de stimuler l'inflation et de renforcer la reprise de l'activité dans la Zone euro. Elle a ainsi abaissé ses taux directeurs le 10 mars 2016 et diminué le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement et celui de la facilité de prêt marginal, de 5 points de base, en les fixant respectivement à 0,00% et 0,25%. De même, la BCE a procédé à une baisse de 10 points de base du taux de facilité de dépôt et élargi son programme de rachats de titres de dettes, à partir d'avril 2016. Par ailleurs, elle a décidé de lancer quatre nouvelles opérations de refinancement à long terme ciblées à raison d'une par trimestre, à partir de juin 2016. La Réserve fédérale des Etats-Unis (FED), quant à elle, tablant sur la solidité de l'économie américaine, le dynamisme du marché du travail et l'évolution favorable de l'inflation vers sa cible de 2%, a poursuivi le resserrement de sa politique monétaire en fin d'année en relevant, le 14 décembre 2016, de 25 points de base la fourchette objectif de taux des fonds fédéraux pour la situer entre 0,50% et 0,75%. La Banque du Japon (BoJ) a maintenu inchangés ses taux directeurs et renforcé son dispositif d'assouplissement quantitatif, via un important programme de rachat d'actifs.

Au sein des pays émergents, la plupart des banques centrales ont modifié l'orientation de leur politique monétaire afin notamment de stimuler la reprise économique. Ainsi, les conditions monétaires ont été assouplies en Inde, en Russie, au Brésil et en Chine. En revanche, en Afrique du Sud, la banque centrale a augmenté, son taux directeur pour tenter d'enrayer la chute du rand.

Sur les marchés des changes, la monnaie européenne s'est dépréciée face aux principales devises en 2016, à l'exception de la livre sterling et du yuan chinois, en liaison avec le renforcement des mesures d'assouplissement de politique monétaire prises par la BCE et le resserrement de la politique monétaire de la FED. Le cours de l'euro s'est replié de 3,1% pour s'établir à 1,0543 dollar en décembre 2016. La devise européenne s'est également contractée, par rapport au yen japonais et au franc suisse, de 7,5% et 0,7%. En revanche, l'euro s'est apprécié de 16,3% et 4,0% respectivement face à la livre sterling et au yuan chinois.

Le franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, a connu une évolution similaire par rapport à ces monnaies.

S'agissant des marchés financiers internationaux, en particulier les marchés boursiers, au cours de l'année 2016, les principales places boursières ont évolué de manière contrastée. Dans la Zone euro, l'indice EuroStoxx 50 a perdu 440,4 points par rapport à son niveau moyen de 2015 pour s'établir à 3.003,7 points en 2016. De même, au Royaume-Uni, l'indice Footsie 100 s'est contracté de 1,8% pour se situer à 6.474,4 points en 2016. Les indices américains, Dow Jones et Nasdaq, se sont accrus, respectivement de 1,9% et 0,9% par rapport à l'année précédente. En revanche, au Japon, l'indice Nikkei s'est replié de 11,9% pour ressortir à 16.920,5 points en 2016.

L'activité économique au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a évolué dans un environnement sous-régional marqué par la dégradation de la conjoncture économique au Nigeria, important partenaire commercial de certains pays de la Zone. Cependant, les économies de l'Union ont fait preuve de résilience, grâce à la poursuite des investissements dans les infrastructures de base, la bonne tenue de la production agricole et l'amélioration du climat socio-politique et sécuritaire. Ainsi, le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union a progressé en termes réels de 6,7% en 2016 contre 6,6% en 2015. Cette performance a été portée principalement par le secteur tertiaire en liaison avec la bonne tenue des activités commerciales, du transport ainsi que le dynamisme des services financiers et de télécommunications. Le secteur secondaire a été le deuxième pilier de la croissance économique grâce à la vigueur des investissements publics et privés. L'activité au niveau du secteur primaire est également en hausse, en raison de l'augmentation de la production vivrière et des principales spéculations (coton graine, arachide et caoutchouc).

Concernant les prix, le taux d'inflation dans l'UEMOA est ressorti en moyenne à 0,3% en 2016, après 1,0% en 2015 et -0,1% en 2014. L'évolution du niveau général des prix en 2016 reflète essentiellement la décélération des prix des denrées alimentaires, résultant de l'augmentation de l'offre locale de produits céréaliers. Ce ralentissement du rythme de progression des prix a été accentué par le repli des prix des produits pétroliers, en rapport avec l'orientation baissière des cours mondiaux du pétrole brut, observée depuis 2014

Pour ce qui est de la politique monétaire dans l'Union, l'action de la Banque Centrale au cours de l'année 2016 s'est appuyée principalement sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité, notamment le taux directeur, les opérations de refinancement et le dispositif des réserves obligatoires. Dans un contexte marqué par le niveau globalement modéré de l'inflation et l'absence de tensions particulières sur les perspectives d'évolution des prix à moyen terme, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a maintenu inchangé le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités de la Banque Centrale, afin de mieux soutenir les efforts de croissance économique des Etats membres. Ainsi, ce taux est resté fixé à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013. En revanche, tenant compte des imperfections du marché interbancaire et en vue de permettre à la BCEAO de renforcer l'efficacité de sa politique de gestion de la liquidité, le Comité de Politique Monétaire a décidé le 6 décembre 2016 d'augmenter de cent (100) points de base le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de la Banque Centrale pour le porter de 3,50% à 4,50%, à compter du 16 décembre 2016.

Les cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union ont enregistré des évolutions contrastées sur une base annuelle. Les cours du pétrole (-11,3%), du cacao (-7,8%) et du caoutchouc (-1,1%) se sont repliés, tandis que ceux de la noix de cajou (+13,3%), de l'huile palmiste (+21,7%), de l'huile de palme (+13,8%), de l'or (+8,0%) et du coton (+3,3%) se sont renforcés. Le repli des prix du pétrole s'explique essentiellement par l'accroissement de l'offre de pétrole face à une demande atone. Les prix du cacao, également en baisse, se sont ressentis des perspectives favorables de production au cours de la campagne 2016/2017, notamment en Côte d'Ivoire, tandis que les cours du caoutchouc se sont repliés, sous l'effet de la contraction de la demande chinoise. En revanche, les prix de la noix de cajou se sont raffermis subséquemment à la hausse de la demande. Le renchérissement des cours de l'huile de palmiste et de l'huile de palme est imputable principalement à la faiblesse des réserves mondiales ainsi qu'aux inquiétudes sur les perspectives de production. Les cours du métal jaune, tirant profit du statut de valeur refuge de l'or, ont augmenté dans un contexte marqué par la volatilité accrue des marchés financiers et les incertitudes quant à la reprise économique en Zone euro. Les cours du coton ont été portés par les anticipations d'une baisse de la production, notamment aux Etats-Unis, premier exportateur mondial, et de la réduction des réserves mondiales en liaison avec la diminution des stocks de la Chine.

Conjoncture économique et financière nationale

En 2016, l'économie ivoirienne a évolué dans un environnement de perturbations pluviométriques mais a enregistré une progression de 8,3% après 8,8% en 2015.

Le secteur primaire a connu un repli de 1,1% en 2016, après une hausse de 2,9% en 2015. Les conditions climatiques peu favorables ont eu un impact négatif sur la production des principales cultures. Ainsi dans l'agriculture d'exportation, le cacao, le café, la noix de cajou, l'ananas, le coton graine, le sucre et la banane se sont repliés tandis que la production de caoutchouc a connu une hausse.

Les productions de cacao et de café ressortent en baisse respectivement de 10,5% et 16,6%. En plus de la sécheresse qui a affecté les deux cultures, le cacao a pâti d'une attaque des chenilles sur 20.368 hectares. Cette attaque a été rapidement maîtrisée par les actions du Conseil Café Cacao qui ont permis le traitement phytosanitaire des chenilles défoliatrices sur les parcelles infectées.

En ce qui concerne le coton et l'anacarde, leurs productions ont pâti des conditions climatiques défavorables. La production de noix de cajou baisse de 7,5%. Du côté du coton, la production en 2016 est en repli de 23,6%. Au-delà des conditions climatiques peu favorables, ce secteur a subi une baisse du nombre de producteurs qui est passé de 121.305 en 2015 à 113.532 en 2016, ainsi qu'une réduction des surfaces cultivées.

La production d'ananas, en repli de 21,9%, continue de subir l'insuffisance de financement de la filière.

La production de sucre, en 2016, affiche un repli de 5,4%. La filière a subi, en début d'année, des remous sociaux, marqués par des actes de vandalisme au niveau de l'une des entreprises productrices de cannes à sucre. Cela a entraîné une perte de production de 20.000 tonnes de sucre. Par ailleurs, la faible pluviosité observée est à la base de la baisse de la teneur en sucre des cannes.

Au niveau de la banane, la production affiche une baisse de 4,0%.

Le caoutchouc naturel tire profit de l'amélioration des cours internationaux et affiche une augmentation de la production de 8,9%.

Le secteur secondaire a poursuivi sa tendance haussière en affichant un taux de croissance de 15,2% en 2016 contre 8,3% en 2015, attribuable à l'ensemble de ses composantes, en dehors des produits pétroliers qui connaissent un recul.

Les activités d'extraction minière sont en forte progression, en lien avec l'exploitation de nouveaux puits pétroliers et gaziers. Les industries manufacturières enregistrent une bonne performance grâce aux composantes « industries du bois et meubles », « industries métalliques » et « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction ». La progression dans les Bâtiments et Travaux Publics (BTP) s'explique par la dynamique de la consommation de ciment, gravier, des tôles et bacs ainsi que des câbles et fils électriques. La production d'électricité a bénéficié de l'optimisation des capacités de production additionnelles installées au niveau des centrales thermiques d'AZITO et de CIPREL. Toutefois, la production de produits pétroliers se contracte. Ce repli qui se ressent au niveau des exportations, s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre de mesures visant l'amélioration de la situation financière de la SIR. En effet, les marges à l'exportation étant plus faibles que celles des ventes intérieures, la SIR oeuvre principalement à la satisfaction du marché national.

Le secteur tertiaire a enregistré une croissance de 10,4% en 2016 contre 8,2% en 2015, grâce à la bonne tenue de toutes ses branches.

Au plan de la demande, la consommation finale a augmenté de 9,1% contre 12,5% en 2015, soutenue par l'ensemble de ses branches. Cette hausse est due à l'accroissement substantielle des dépenses de l'Etat, à la politique de création d'emploi et à la hausse des revenus des ménages.

De même, les investissements se sont inscrits en hausse de 15,2% contre 14,6% en 2015, soutenus notamment par les chantiers de l'État.

Relativement à l'évolution des prix à la consommation, l'inflation s'est établie à 0,7% en 2016 après 1,2% en 2015, en dépit d'une faible pluviosité au premier trimestre 2016 qui a entraîné une pression à la hausse sur les prix des produits alimentaires. Les prix à la consommation ont bénéficié d'une part de la réactivité du Gouvernement qui a permis de contenir les tensions sur les prix des produits alimentaires et d'autre part, de la contraction des prix des produits non alimentaires. Les actions du Gouvernement ont porté sur la promotion de la maîtrise de l'eau, la distribution de semences améliorées et l'extension des surfaces cultivées.

Au titre des finances publiques, la situation est marquée par des ressources et des dépenses en augmentation. Dans ce contexte, le déficit budgétaire a été de 3,9% du PIB.

Les recettes et dons sont passées de 3.916,8 milliards en 2015 à 4.176,6 milliards en 2016, soit une hausse de 6,6%. Elles se décomposent en recettes fiscales (3.197,7 milliards contre 2.954,9 milliards en 2015), en recettes non fiscales (531,6 milliards contre 679,8 milliards en 2015) et en dons (253,5 milliards contre 282,2 milliards en 2015).

Les dépenses totales et prêts nets ont aussi connu une augmentation (5.014,6 milliards contre 4.469,8 milliards en 2015) liée principalement à la volonté du Gouvernement de maintenir la stabilité macroéconomique et d'exécuter le programme d'investissement présenté dans le PND. Ainsi, les dépenses d'investissement sont passées à 1.408,4 milliards contre 1.247,3 milliards en 2015.

Concernant les agrégats monétaires, les avoirs extérieurs nets sont ressortis à 1.732,4 milliards à fin décembre 2016 après 1.786,8 milliards à fin 2015, soit un repli de 54,4 milliards. Quant au crédit intérieur, il s'est inscrit en hausse de 905,3 milliards, en passant de 6.010,4 milliards à fin décembre 2015 à 6.915,7 milliards à fin décembre 2016. Cette consolidation est imputable essentiellement aux crédits à l'économie (+648,5 milliards), la Position Nette du Gouvernement (+256,9 milliards) s'étant dégradée. Il en a résulté un accroissement de la masse monétaire de 783,0 milliards.

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Les transactions courantes ont enregistré un déficit de 245,5 milliards en 2016, soit -1,1% du PIB, après celui de 119,1 milliards (-0,6% du PIB) en 2015, en liaison avec le creusement des déficits des revenus primaire et secondaire, la persistance du déficit des services ainsi que le repli du solde des échanges de biens.

Tableau 2 : Evolution de la balance courante

(En milliards de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Biens et services	572,1	453,4	846,9	680,2	638,4
Biens	1 565,6	1 479,2	1 914,8	1 874,0	1 817,8
Services	-993,5	-1 025,8	-1 067,9	-1 193,9	-1 179,5
Revenu primaire	-469,9	-445,1	-449,3	-595,5	-637,8
Revenu secondaire	-265,8	-217,1	-145,4	-203,7	-246,1
Solde du compte courant	-163,7	-208,8	252,2	-119,1	-245,5
Solde du compte courant (hors dons)	-193,3	-314,1	85,2	-272,7	-393,1
PIB Nominal	13 804,9	15 445,8	16 890,9	19 595,4	21 561,7
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-1,2%	-1,4%	1,5%	-0,6%	-1,1%

Sources : BCEAO, DPPSE

I.1- Balance des biens

La balance des biens¹ est ressortie excédentaire à 1.817,8 milliards, après 1.874,0 milliards en 2015, soit un repli de 3,0%, dû à une baisse en valeur des exportations plus forte que celle des importations.

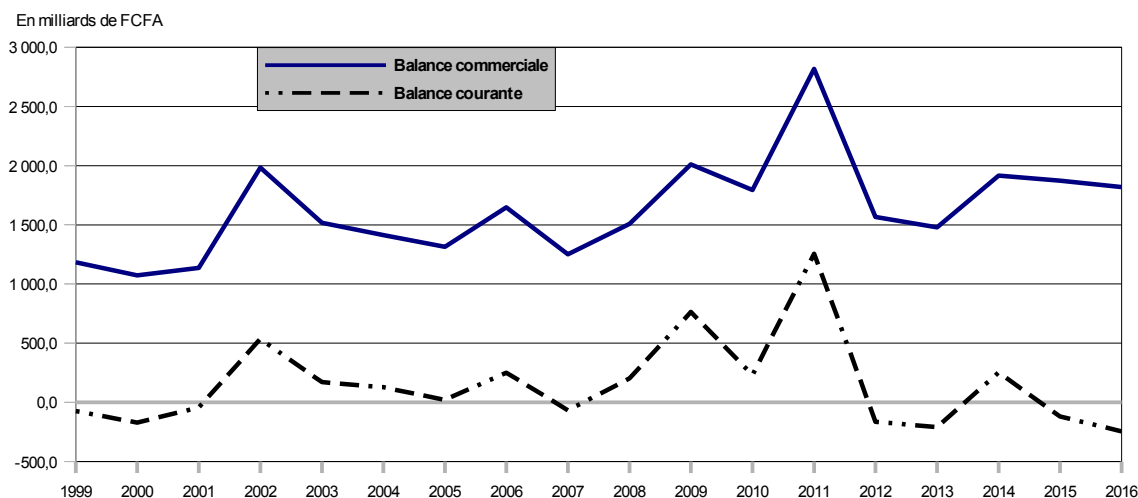
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations de biens, base balance des paiements	6 189,4	5 952,9	6 411,3	6 938,0	6 449,3
dont cacao	1 722,1	1 931,8	2 288,6	3 030,9	2 740,4
<i>part</i>	27,8%	32,5%	35,7%	43,7%	42,5%
dont produits pétroliers	2 003,7	1 693,4	1 544,1	1 120,8	867,8
<i>part</i>	32,4%	28,4%	24,1%	16,2%	13,5%
Importations de biens, base balance des paiements	4 623,7	4 473,6	4 496,5	5 064,0	4 631,5
dont produits pétroliers	1 962,2	1 824,4	1 676,3	1 253,8	871,6
<i>part</i>	42,4%	40,8%	37,3%	24,8%	18,8%
dont riz	349,3	233,2	216,4	289,0	307,2
<i>part</i>	7,6%	5,2%	4,8%	5,7%	6,6%
Balance commerciale de biens	1 565,6	1 479,2	1 914,8	1 874,0	1 817,8
Taux de couverture des importations de biens par les exportations de biens	133,9%	133,1%	142,6%	137,0%	139,2%
Taux de couverture des importations de biens et services par les exportations de biens et services	109,3%	107,6%	114,1%	110,1%	110,0%
Degré d'ouverture commerciale	35,0%	30,9%	32,3%	32,0%	25,7%

Sources : DGD, BCEAO

1- Les statistiques douanières du commerce général font l'objet de corrections. Il s'agit notamment d'ajustements de champ couvert en liaison avec la notion de résidence, de la déduction des coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF en vue d'obtenir des valeurs FOB, de l'inclusion du commerce non contrôlé, etc. Les charges d'assurance et de fret sont ensuite imputées à des rubriques de la balance des services (voir appendice à la fin du document).

Graphique 1 : Evolution de la balance commerciale et de la balance courante



Source : BCEAO

I.1.1- Exportations de biens

I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

En 2016, les exportations de biens (base balance des paiements) ressortent à 6.449,3 milliards, après 6.938,0 milliards un an plus tôt, soit une baisse de 488,7 milliards (-7,0%). Ce repli est dû à la contraction des exportations de marchandises générales de 524,1 (-8,1%) milliards. Il résulte à la fois de la baisse des cours de plusieurs produits, notamment le pétrole brut, les produits pétroliers et le caoutchouc, et du recul des quantités vendues de principaux biens tels que le cacao, la noix de cajou, le coton ainsi que les produits pétroliers.

Tableau 4 : Evolution des exportations de biens

(En milliards de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Marchandises générales	5 858,5	5 667,2	6 063,6	6 490,9	5 966,8
Dont réexportations	0,2	5,9	0,6	0,1	10,0
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	4,0	1,5	0,1	0,1	0,4
Or non monétaire	326,9	284,2	347,6	447,0	482,1
Total exportations de biens ajustées	6 189,4	5 952,9	6 411,3	6 938,0	6 449,3

Sources : DGD, BCEAO

I.1.1.2- Composition des exportations de biens

En 2016, les exportations, selon les statistiques douanières, hors biens exceptionnels, se composent de produits primaires à hauteur de 59,5% et de produits transformés à concurrence de 40,5%, contre respectivement 57,8% et 42,2% en 2015.

Les produits primaires sont dominés par ceux issus de l'Agriculture industrielle et d'exportation, avec 77,2% des parts en 2016 contre 79,7% des parts en 2015, et les produits miniers, avec 22,0% en 2016 contre 19,7% en 2015.

Au niveau des produits transformés, ceux de la première transformation sont prépondérants. Ils totalisaient 53,5% des ventes des produits transformés en 2016 contre 48,0% des parts en 2015. Ces biens sont suivis des produits manufacturés dont les parts dans les ventes de produits transformés se situaient à 39,1% en 2016 contre 45,5% en 2015.

Tableau 5 : Principaux groupes de produits exportés

(En milliards de FCFA)

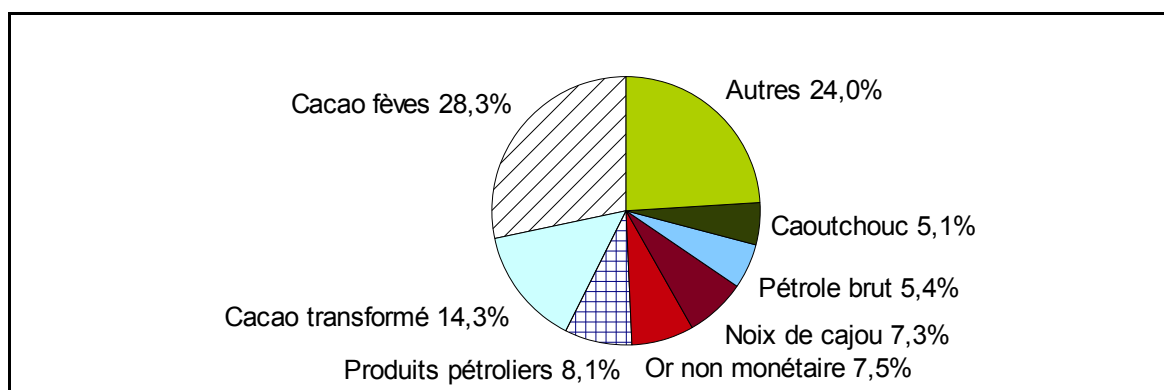
Types de produits	2012	2013	2014	2015	2016
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits primaires	3 095,7	3 024,3	3 265,0	3 975,3	3 825,2
part dans les exportations douanières	51,3%	50,7%	50,4%	57,8%	59,5%
Agriculture, Élevage, Pêche	23,0	20,8	22,6	23,4	30,2
part dans les exportations douanières	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,5%
part dans les produits primaires	0,7%	0,7%	0,7%	0,6%	0,8%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	2 098,3	2 235,9	2 557,2	3 169,6	2 954,0
part dans les exportations douanières	34,8%	37,5%	39,5%	46,1%	46,0%
part dans les produits primaires	67,8%	73,9%	78,3%	79,7%	77,2%
Produits miniers	974,4	767,6	685,2	782,3	841,0
part dans les exportations douanières	16,1%	12,9%	10,6%	11,4%	13,1%
part dans les produits primaires	31,5%	25,4%	21,0%	19,7%	22,0%
Produits transformés	2 942,5	2 944,7	3 207,7	2 903,7	2 601,9
part dans les exportations douanières	48,7%	49,3%	49,6%	42,2%	40,5%
Produits de la première transformation	984,0	1 009,2	1 227,6	1 392,6	1 391,1
part dans les exportations douanières	16,3%	16,9%	19,0%	20,2%	21,6%
part dans les produits transformés	33,4%	34,3%	38,3%	48,0%	53,5%
Conserves et Préparation Alimentaires	195,6	192,6	183,6	190,5	193,2
part dans les exportations douanières	3,2%	3,2%	2,8%	2,8%	3,0%
part dans les produits transformés	6,6%	6,5%	5,7%	6,6%	7,4%
Produits manufacturés	1 762,9	1 742,9	1 796,4	1 320,6	1 017,6
part dans les exportations douanières	29,2%	29,2%	27,8%	19,2%	15,8%
part dans les produits transformés	59,9%	59,2%	56,0%	45,5%	39,1%
Total exportations commerce général Douanes	6 038,2	5 969,0	6 472,6	6 879,0	6 427,1

Sources : DGD, BCEAO

La répartition des exportations par produit révèle, sur la base des statistiques du commerce général hors biens exceptionnels, la prépondérance de sept produits en 2016. Il s'agit des fèves de cacao (28,3%), du cacao transformé (14,3%), des produits transformés du pétrole (8,1%), de l'or non monétaire (7,5%), de la noix de cajou (7,3%), du pétrole brut (5,4%) et du caoutchouc (5,1%). Ils représentent 76,0% des recettes d'exportation en 2016, après 75,6% l'année d'avant. Leurs différentes évolutions sont retracées ci-dessous :

- les exportations de fèves de cacao se sont établies à 1.818,4 milliards en 2016, après 2.099,7 milliards en 2015, soit une baisse de 281,3 milliards (-13,4%). Cette contre-performance est imputable à la baisse de 17,9% des quantités exportées. Elle est consécutive au repli de la production de cacao fèves de 10,5%, en lien avec les conditions climatiques peu favorables et l'attaque de chenilles sur 20.368 ha de plantations. En outre, les exportations du cacao fèves se sont réalisées dans un contexte marqué par la baisse des cours mondiaux de 7,8%.
 - S'agissant des exportations de cacao transformé, elles sont ressorties à 922,0 milliards, après 931,1 milliards en 2015, soit un fléchissement de 9,1 milliards (-1,0%). Cette baisse résulte de celle des disponibilités de matières premières, à savoir le cacao fèves, en lien avec le repli de la production nationale.
 - Pour ce qui est des produits transformés du pétrole, leurs exportations se sont établies à 522,3 milliards, après 798,3 milliards en 2015, soit un amoindrissement de 276,0 milliards (-34,6%), en lien avec la baisse des quantités vendues à l'étranger. En effet, ces exportations se sont repliées, en volume, de 20,3%, en passant de 2.522,1 mille tonnes en 2015 à 2.011,2 mille tonnes en 2016. Cette tendance s'explique par la stratégie adoptée par les producteurs nationaux de desservir en priorité le marché national en raison de la faiblesse de la marge bénéficiaire à l'exportation par rapport aux ventes intérieures.
 - Concernant l'or non monétaire, les ventes extérieures sont estimées à 484,8 milliards en 2016, après 447,0 milliards en 2015, soit une consolidation de 37,8 milliards (+8,5%). Cette embellie est imputable à la poursuite de la croissance de la production nationale.
 - Quant à la noix de cajou, les exportations sont évaluées à 469,5 milliards, après 427,4 milliards, soit une progression de 42,1 milliards (+9,9%). Elles sont impulsées par la bonne tenue des cours de la matière première au niveau international. Les quantités vendues de ce produit ont, quant à elles, chuté de 6,8% du fait des conditions climatiques défavorables à sa production.
 - Au niveau du pétrole brut, les ventes à l'étranger ont rebondi. Elles sont passées de 322,2 milliards en 2015 à 345,5 milliards en 2016, soit une hausse de 7,2%. Les exportations du pétrole brut sont portées par la croissance des quantités vendues. En effet, les volumes de pétrole brut exportés ont enregistré une croissance de 33,5%, en passant de 1.458,8 mille tonnes à 1.947,4 mille tonnes. Cette performance résulte de la hausse de la production nationale de la matière première de 43,7%, en lien avec la poursuite de l'exploitation du principal bloc pétrolier CI 40.
 - Pour ce qui est du caoutchouc, les ventes à l'étranger ressortent à 329,5 milliards en 2016, après 298,8 milliards en 2015, soit une hausse de 30,7 milliards (+10,3%). Cette croissance en valeur est due à l'augmentation de 21,6% des quantités vendues en 2016.
-

Graphique 2 : Principaux produits exportés



Source : BCEAO

S'agissant des exportations à destination de l'UEMOA, telles que saisies au cordon douanier (cf. annexe 2.10), leur structure est caractérisée par la prédominance des marchandises suivantes :

- les produits pétroliers (35,0% des ventes en 2016 après 40,4% en 2015) ;
- l'huile de palme (10,0% des commercialisations en 2016 après 6,4% en 2015) ;
- l'électricité (6,2% des exportations en 2016, après 6,1% en 2015) ;
- les plastiques (5,2% des expéditions en 2016 après 4,9% en 2015) ;
- le tabac (4,6% des exportations en 2016, à l'image de l'année 2015).

En 2016, ces produits ont représenté globalement 61,0% des cessions à destination des autres pays de l'Union contre 62,4% l'année antérieure.

1.1.1.3- Orientation géographique des exportations de biens

Sur la base des statistiques douanières (cf. annexe 1.9), les ventes à destination de l'Europe ressortent à 3.038,9 milliards, contre 1.623,0 milliards pour l'Afrique, 874,2 milliards pour l'Asie et 838,0 milliards pour l'Amérique en 2016. Ces chiffres sont consécutifs à 3.311,5 milliards pour l'Europe, 1.903,7 milliards pour l'Afrique, 846,1 milliards pour l'Asie et 746,9 milliards pour l'Amérique l'année précédente.

Ainsi, l'Europe demeure le premier débouché de la Côte d'Ivoire. Sa part est ressortie à 47,3% en 2016 après 48,1% en 2015. L'Europe est suivie par l'Afrique avec une part de 25,3% en 2016, après 27,7% en 2015. Viennent ensuite l'Asie avec une part qui s'est établie à 13,6% en 2016, après 12,3% en 2015 et l'Amérique avec une part qui est ressortie à 13,0% en 2016, après 10,9% en 2015.

En Europe, les principaux clients des opérateurs économiques résidents sont les *Pays-Bas* (11,6% du total des exportations et 24,5% des ventes à la zone en 2016, après respectivement 12,3% et 25,5% en 2015), la *Belgique* (6,1% du total des exportations et 13,0% des ventes à la zone en 2016, après respectivement 6,7% et 13,8% en 2015) et la *France* (5,8% du total des exportations et 12,2% des ventes à la zone en 2016, après respectivement 5,5% et 11,4% en 2015).

En Afrique, le Burkina est le premier pays consommateur des produits ivoiriens. Il reçoit 4,5% des exportations totales du pays et 18,0% de celles destinées au continent en 2016, après respectivement 4,6% et 16,4% en 2015. Le Burkina est suivi du Mali et du Ghana. Ces pays représentent respectivement 4,3% et 4,0% des ventes extérieures de la Côte d'Ivoire. En Afrique, leurs parts dans les exportations de la Côte d'Ivoire sont estimées respectivement à 17,0% et 15,9%.

En Amérique, les envois de marchandises sont principalement destinés aux *Etats-Unis* (67,9% des ventes à la zone en 2016, après 76,1% en 2015) et au *Canada* (16,8% des ventes en 2016, après 10,3% en 2015).

En Asie, les acheteurs les plus importants sont le Vietnam, avec 37,2% des ventes vers le continent, l'Inde, avec 25,2% des expéditions vers le continent et la Malaisie, avec 21,1% des exportations vers l'Asie.

En prenant en compte les ajustements qui ont été opérés sur les statistiques douanières à partir de la confrontation avec les données fournies par les autres pays de l'UEMOA et de l'estimation du commerce non contrôlé, la part des recettes issues des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA dans les exportations totales de la Côte d'Ivoire, s'établit à 12,6% en 2016, après 13,2% en 2015. Le Burkina et le Mali demeurent les principaux consommateurs de produits ivoiriens avec respectivement 35,4% et 34,1% des exportations ivoiriennes à destination de l'UEMOA, soit globalement 69,5%. En 2015, la part de ces deux pays était de 65,1%. Le Togo occupe la troisième place avec une part de 15,1% devant le Sénégal (9,1%), le Niger (3,2%), le Bénin (2,9%) et la Guinée-Bissau (0,2%).

Tableau 6 : Exportations de la Côte d'Ivoire vers les autres pays de l'UEMOA

(En milliards de FCFA)

PAYS PARTENAIRES	2012*		2013*		2014*		2015*		2016*	
	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %
BENIN	96,5	12,4	38,3	5,2	33,7	4,2	40,9	4,5	24,1	2,9
BURKINA	290,7	37,3	329,4	44,5	359,8	44,3	316,2	34,6	294,2	35,4
GUINEE BISSAU	0,4	0,1	0,2	0,0	0,4	0,1	0,5	0,1	1,3	0,2
MALI	158,1	20,3	184,9	25,0	194,2	23,9	278,5	30,5	282,7	34,1
NIGER	35,9	4,6	34,7	4,7	36,6	4,5	54,8	6,0	26,2	3,2
SENEGAL	115,0	14,8	73,0	9,9	73,6	9,1	75,6	8,3	75,4	9,1
TOGO	82,6	10,6	79,8	10,8	113,2	14,0	146,5	16,0	125,6	15,1
TOTAL EXPORTATIONS	779,2	100,0	740,4	100,0	811,6	100,0	913,0	100,0	829,6	100,0

Sources : DGD, BCEAO

* Données ajustées sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale

I.1.2- Importations de biens

I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

En s'établissant à 4.631,5 milliards en 2016, après 5.064,0 milliards en 2015, les importations de biens FOB (base balance des paiements) ont enregistré une baisse de 432,5 milliards ou -8,5% (cf. tableau 7 ci-après).

Tableau 7 : Evolution des importations de biens FOB

(En milliards de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Marchandises générales	4 623,7	4 473,6	4 496,5	5 064,0	4 631,5
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations (FOB) de biens	4 623,7	4 473,6	4 496,5	5 064,0	4 631,5
Importations de biens / PIB nominal	33,5%	28,9%	26,6%	27,0%	21,5%

Source : BCEAO

I.1.2.2- Composition des importations de biens

En 2016, les importations CAF (cf. annexe 2.5), hors biens exceptionnels, sont composées des autres biens de consommation à hauteur de 29,9% contre 27,7% en 2015, des biens intermédiaires à concurrence de 29,2% contre 34,5% un an plus tôt, de biens d'équipement à hauteur de 21,0% contre 19,5% l'année précédente et de produits alimentaires dans une proportion de 19,9% contre 18,3% l'année d'avant.

Les importations des autres biens de consommation ont fléchi de 2,5%. Elles ont enregistré des baisses, en valeur, des achats de produits pétroliers (-25,8%), de minerais (-36,0%), de caoutchouc (-20,3%), de plastiques (-11,2%) et des produits de librairies (-21,6%). Ces diminutions sont la résultante de la baisse des quantités acquises et des prix des différents biens sus-mentionnés à l'exception des plastiques.

Concernant les acquisitions de biens intermédiaires, elles se sont repliées de 23,2%. Cette évolution est imputable à la baisse des cours de plusieurs produits, notamment le pétrole brut (-24,7%), les produits chimiques (-7,3%), le fer (-39,5%), les produits métalliques (-12,3%), le clinker (-18,9%) et les autres matériaux de construction (-19,6%)². Au niveau des quantités, le pétrole brut (-10,1%), le coton (-9,7%), et les papiers cartons (-2,7%) sont les biens qui se sont le plus repliés.

S'agissant des importations CAF de produits alimentaires, elles se sont contractées de 1,2%, en lien avec le fléchissement des achats de viandes et abats comestibles (-14,3%), de graisses et huiles végétales ou animales (-41,6%), de préparations alimentaires (-10,9%), de produits laitiers (-15,3%), de blé tendre (-8,3%) et de poissons (-1,2%).

Quant aux biens d'équipement, les acquisitions ont baissé de 2,7%, en liaison avec la diminution des prix des biens importés. Toutefois, les achats de biens d'équipement demeurent à un niveau soutenu du fait de la poursuite des réalisations d'ouvrages publics, l'implantation de nouvelles usines et le renouvellement de certains outils de production dans le secteur privé.

² - les prix indiqués sont les prix implicites des produits issus du commerce extérieur

Tableau 8 : Principaux types de produits importés

(En milliards de FCFA)

Types de produits	2012	2013	2014	2015	2016
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits alimentaires	1 010,1	892,5	900,4	1 023,7	1 011,8
part dans les importations	19,0%	17,1%	16,5%	18,3%	19,9%
Poissons	236,3	234,2	231,1	264,8	261,7
part dans les importations	4,5%	4,5%	4,2%	4,7%	5,2%
<i>part dans les produits alimentaires</i>	23,4%	26,2%	25,7%	25,9%	25,9%
Riz semi-blanchi	349,3	233,2	216,4	289,0	307,2
part dans les importations	6,6%	4,5%	4,0%	5,2%	6,0%
<i>part dans les produits alimentaires</i>	34,6%	26,1%	24,0%	28,2%	30,4%
Blé tendre	111,4	105,4	93,5	94,1	86,3
part dans les importations	2,1%	2,0%	1,7%	1,7%	1,7%
<i>part dans les produits alimentaires</i>	11,0%	11,8%	10,4%	9,2%	8,5%
Autres biens de consommation	1 465,5	1 303,2	1 570,3	1 554,9	1 516,2
part dans les importations	27,6%	25,0%	28,7%	27,7%	29,9%
Produits pétroliers	557,7	379,5	383,7	356,4	264,4
part dans les importations	10,5%	7,3%	7,0%	6,4%	5,2%
<i>part dans les autres biens de consommation</i>	38,1%	29,1%	24,4%	22,9%	17,4%
Produits pharmaceutiques	148,9	135,2	189,5	172,1	204,7
part dans les importations	2,8%	2,6%	3,5%	3,1%	4,0%
<i>part dans les autres biens de consommation</i>	10,2%	10,4%	12,1%	11,1%	13,5%
Plastiques	166,2	189,2	209,0	265,1	235,4
part dans les importations	3,1%	3,6%	3,8%	4,7%	4,6%
<i>part dans les autres biens de consommation</i>	11,3%	14,5%	13,3%	17,0%	15,5%
Biens intermédiaires	2 071,1	2 196,9	2 124,8	1 932,5	1 484,4
part dans les importations	39,0%	42,1%	38,8%	34,5%	29,2%
Pétrole brut	1 404,6	1 444,9	1 292,6	897,5	607,2
part dans les importations	26,5%	27,7%	23,6%	16,0%	12,0%
<i>part dans les biens intermédiaires</i>	67,8%	65,8%	60,8%	46,4%	40,9%
Produits chimiques	86,1	90,9	122,2	102,5	105,7
part dans les importations	1,6%	1,7%	2,2%	1,8%	2,1%
<i>part dans les biens intermédiaires</i>	4,2%	4,1%	5,8%	5,3%	7,1%
Fer, fonte, acier et ouvrages	184,1	211,9	269,4	389,1	252,3
part dans les importations	3,5%	4,1%	4,9%	6,9%	5,0%
<i>part dans les biens intermédiaires</i>	8,9%	9,6%	12,7%	20,1%	17,0%
Biens d'équipement	757,9	820,9	876,2	1 095,9	1 065,9
part dans les importations	14,3%	15,7%	16,0%	19,5%	21,0%
Machines mécaniques	342,8	394,6	406,7	515,9	454,3
part dans les importations	6,5%	7,6%	7,4%	9,2%	8,9%
<i>part dans les biens d'équipement</i>	45,2%	48,1%	46,4%	47,1%	42,6%
Machines électriques	165,7	175,0	171,0	195,0	252,9
part dans les importations	3,1%	3,4%	3,1%	3,5%	5,0%
<i>part dans les biens d'équipement</i>	21,9%	21,3%	19,5%	17,8%	23,7%
Matériel de transport routier	148,4	155,0	192,8	182,2	170,7
part dans les importations	2,8%	3,0%	3,5%	3,3%	3,4%
<i>part dans les biens d'équipement</i>	19,6%	18,9%	22,0%	16,6%	16,0%
Total importations CAF, commerce général douanes	5 304,6	5 213,5	5 471,7	5 607,1	5 078,6

Sources : DGD, BCEAO

Les principaux produits (hors biens exceptionnels) acquis auprès des fournisseurs non-résidents sont notamment le pétrole brut (12,0%), les machines mécaniques (8,9%), le riz (6,0%), les produits pétroliers raffinés (5,2%), le poisson (5,2%), le fer, la fonte, les machines électriques (5,0%), l'acier et les ouvrages en acier (5,0%) ainsi que les plastiques (4,6%). Ces produits représentent globalement 51,9% des achats en provenance de l'étranger.

S'agissant des importations en provenance de l'UEMOA, telles que saisies au cordon douanier, leur structure est caractérisée, en 2016, par la prédominance du poisson (46,8% des importations), du tabac (10,4% des achats), des produits pétroliers (9,5% des acquisitions), du coton (4,6% des achats), ainsi que des fruits et des légumes frais (4,6% des approvisionnements). Ces produits représentent globalement 75,9% des importations en provenance des autres pays de l'Union.

I.1.2.3- Orientation géographique des importations de biens

La répartition géographique des importations CAF (commerce général douanes hors biens exceptionnels) est caractérisée en 2016 par la poursuite de l'amointrissement de la part de marché des pays d'Afrique au profit de celles des pays d'Europe et d'Asie. De même, la part des pays d'Amérique s'est contractée par rapport à 2015.

En effet, la part des importations en provenance des pays d'Europe est passée de 34,5% en 2016 à 36,3% en 2015. L'Asie a vu sa part de marché ressortir à 34,5% en 2016, après 30,4% en 2015. S'agissant des pays d'Afrique, leur part a chuté à 21,3% en 2016, après 23,7% l'année précédente. Quant aux pays d'Amérique, leur part s'est établie à 7,2%, après 7,7% en 2015.

En Europe, le principal fournisseur demeure la *France*, avec 35,2% des achats provenant de la zone en 2016, après 34,7% en 2015.

Il en est de même en Afrique pour le *Nigeria*, qui totalise 53,5% des commandes issues du continent, contre 64,3% en 2015.

En Asie, la Côte d'Ivoire se ravitaille majoritairement auprès de la *Chine*. Ce pays capte 47,2% des importations issues du continent asiatique en 2016, contre 42,6% en 2015. Le deuxième fournisseur asiatique est l'*Inde*, avec une part de 13,1% des importations en 2016 contre 12,7% en 2015.

En Amérique, les achats proviennent principalement des *Etats-Unis* avec 50,8% des importations totales de cette zone en 2016, après 57,4% en 2015.

Par contre, en prenant en compte les ajustements opérés lors des travaux de la cellule sous-régionale de réconciliation des données, la fraction des importations de la Côte d'Ivoire en provenance des pays de l'UEMOA s'est améliorée, en ressortant à 4,4% des importations totales, après 3,8% en 2015.

Les principaux fournisseurs de la Côte d'Ivoire au niveau de l'UEMOA sont le Sénégal, le Mali et le Togo dont les parts de marché ressortent respectivement à 36,5%, 34,4% et 17,6% en 2016 contre 40,3%, 34,6% et 12,0% en 2015. Ils sont suivis par le Burkina (5,1%), le Bénin (4,4%) et le Niger (2,0%).

Tableau 9 : Importations de la Côte d'Ivoire en provenance de l'UEMOA*(en milliards de FCFA)*

PAYS PARTENAIRES	2012*		2013*		2014*		2015*		2016*	
	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %
BENIN	13,5	6,5	11,0	5,8	11,4	7,2	7,5	3,3	9,9	4,4
BURKINA	22,0	10,7	21,6	11,4	16,2	10,3	14,4	6,4	11,6	5,1
GUINEE BISSAU	0,3	0,1	2,1	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
MALI	62,7	30,4	74,4	39,3	40,9	25,8	90,7	40,3	77,3	34,4
NIGER	3,3	1,6	4,6	2,4	4,4	2,8	7,7	3,4	4,5	2,0
SENEGAL	49,6	24,0	51,6	27,3	52,1	32,9	78,0	34,6	81,9	36,5
TOGO	55,0	26,6	23,8	12,6	33,3	21,1	27,1	12,0	39,5	17,6
TOTAL IMPORTATIONS	206,4	100,0	189,2	100,0	158,3	100,0	225,3	100,0	224,6	100,0

Sources : DGD, BCEAO

* Données ajustées sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale

I.2- Balance des services

Le solde déficitaire des services s'est réduit de 1,2% en 2016, après un creusement de 11,8% en 2015. Il résulte de la progression des exportations de services du poste voyage conjugué à la baisse des paiements du fret. Toutefois, le solde déficitaire des autres services aux entreprises s'est aggravé.

Tableau 10 : Evolution de la balance des services*(En milliards de FCFA)*

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Transport	-807,5	-788,7	-800,8	-872,2	-697,4
Dont fret	-709,6	-694,5	-692,7	-775,8	-684,4
Voyage	-98,0	-98,9	-107,5	-118,0	4,5
Autres services	-88,1	-138,2	-159,6	-203,6	-486,6
Total services nets	-993,5	-1 025,8	-1 067,9	-1 193,9	-1 179,5

Source : BCEAO

I.2.1- Exportations de services

Les recettes issues des services fournis aux non-résidents ont augmenté de 19,6% par rapport à l'année 2015. Elles bénéficient, d'une part, de la progression des services de transport (+24,2%) en lien avec le dynamisme des compagnies nationales et, d'autre part, de la hausse des recettes de voyage (162,7%), en lien avec l'accroissement des capacités hôtelières et le développement du tourisme professionnel. A contrario, les autres services, se sont contractés de 25,4%, en lien notamment avec le repli des autres services aux entreprises exportés.

Tableau 11 : Exportations de services*(En milliards de FCFA)*

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Transport	72,1	68,5	69,7	97,6	121,2
dont fret	68,2	62,9	63,1	63,9	58,0
Voyage	87,8	89,4	91,0	93,2	224,8
Autres services	342,8	304,0	285,6	262,2	195,6
Total services vendus	502,7	461,9	446,4	453,0	541,6

Source : BCEAO

I.2.2- Importations de services

Comparées à l'année précédente, les dépenses de consommation de services ont augmenté de 4,5%. Elles résultent de l'accroissement des dépenses de voyage (+4,3%) et des autres services (46,4%).

En particulier, l'augmentation des consommations au titre des autres services est portée par la construction et les services techniques ainsi que les autres services aux entreprises. Elle concerne l'accélération des travaux du barrage de Soubré, le projet d'extension et de modernisation du Port d'Abidjan, la modernisation des infrastructures aéroportuaires et les projets d'aménagement des barrages hydro-agricoles des régions du fromager et du haut Sassandra. De même, les investissements de mise en état des installations minières et pétrolières et le développement de nouvelles exploitations dans ces secteurs ont engendré des dépenses de plus en plus fortes.

A l'inverse, les dépenses de transport sont en repli, principalement du fait de la diminution de la facture du fret (-11,6%), en lien avec la baisse des importations de marchandises.

Tableau 12 : Importations de services*(En milliards de FCFA)*

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Transport	-879,6	-857,3	-870,6	-969,8	-818,7
dont fret	-777,7	-757,4	-755,8	-839,7	-742,4
Voyage	-185,7	-188,3	-198,5	-211,2	-220,3
Autres services	-430,9	-442,2	-445,2	-465,8	-682,1
Total services reçus	-1 496,3	-1 487,8	-1 514,3	-1 646,8	-1 721,1

Source : BCEAO

I.3- Compte de revenu primaire

Le déficit du compte du revenu primaire a atteint 637,8 milliards en 2016, après 595,5 milliards un an plus tôt, soit un creusement de 42,3 milliards induit principalement par l'accroissement des paiements de revenus des investissements (+4,6%) notamment les intérêts de la dette publique, les dividendes liés aux investissements directs étrangers et les bénéfices réinvestis par les non-résidents. Les revenus nets des salariés se sont repliés de 13,2% sous l'effet de la hausse des dépenses au titre des rémunérations des travailleurs saisonniers notamment dans les secteurs des industries extractives.

Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire

(En milliards de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Rémunérations des salariés	81,7	82,8	83,0	83,8	72,7
Revenus des investissements	-553,9	-528,0	-538,7	-686,0	-717,4
Dont intérêts sur la dette publique	-153,4	-99,1	-94,2	-152,2	-177,0
Autres revenus primaires	2,4	0,1	6,4	6,6	6,9
Revenu primaire net	-469,9	-445,1	-449,3	-595,5	-637,8

Source : BCEAO

I.4- Compte de revenu secondaire

Les revenus secondaires ont enregistré un déficit de 246,1 milliards, après un solde négatif de 203,7 milliards en 2015, soit un creusement de 42,4 milliards. Cette aggravation du déficit du revenu secondaire est liée, d'une part, à la baisse des aides budgétaires reçues par l'Administration Publique et, d'autre part, à la progression des envois de fonds des travailleurs migrants.

En effet, les transferts de l'Administration Publique ont affiché, en 2016, un solde positif de 83,4 milliards, en baisse de 14,7 milliards par rapport à l'année précédente. Ils se caractérisent par le repli des aides budgétaires obtenues (151,2 milliards en 2016 contre 154,0 milliards en 2015) et l'augmentation des contributions aux organismes internationaux (67,8 milliards en 2016, après 55,9 milliards en 2015).

Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire

(En milliards de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Administration publique	-22,1	64,6	124,2	98,1	83,4
Dont aide budgétaire reçue	64,6	124,2	98,1	154,0	151,2
Autres secteurs	-243,7	-281,7	-269,6	-301,8	-329,5
Dont envois de fonds des travailleurs	-248,8	-256,4	-260,6	-269,1	-294,0
Revenu secondaire net	-265,8	-217,1	-145,4	-203,7	-246,1

Source : BCEAO

II- COMPTE DE CAPITAL

En 2016, le solde positif du compte de capital s'est situé à 110,9 milliards, après 156,4 milliards l'année précédente. Il est porté par les transactions au titre des transferts de capital.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

(En milliards de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-0,5	-1,6	1,3	0,0050	-0,0021
Transferts de capital	4 141,6	96,3	137,3	156,4	110,9
Administration publique	4 141,6	96,3	137,3	128,6	106,2
Dont remises de dettes	4 090,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	27,8	4,7
Solde du compte de capital	4 141,1	94,8	138,6	156,4	110,9

Sources : DCPE, BCEAO

II.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Les transactions sur actifs incorporels (brevets, licences, droits d'auteur, marques) se sont soldées par un déficit de 2,1 millions, après 5,0 millions l'année précédente.

II.2- Transferts de capital

Le solde des transferts de capital est ressorti à +110,9 milliards, après +156,4 milliards en 2015, soit une contraction de 45,5 milliards. Il pâtit de la réduction des dons reçus aussi bien par l'Administration publique que par les autres secteurs.

En effet, les transferts de capital au profit de l'Administration Publique ont fléchi de 22,4 milliards, en passant de 128,6 milliards en 2015 à 106,2 milliards en 2016.

Concernant les autres secteurs, leurs transferts de capital reçus s'élèvent à 4,7 milliards, après 27,8 milliards en 2015, soit un repli de 23,1 milliards. Ces fonds financiers correspondent aux transferts et dons reçus de certains organismes internationaux ou organisations non gouvernementales pour le financement d'investissements au profit des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM).

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier recense les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, issues des investissements directs, d'investissements de portefeuille, des dérivés financiers et des autres investissements. Présenté selon l'optique BCEAO, ce compte affiche un solde négatif de 87,4 milliards en 2016, après -250,3 milliards en 2015. Cet état traduit une entrée nette des capitaux étrangers, liée à la progression des investissements directs étrangers reçus et des ressources financières entrant au titre des investissements de portefeuille.

Tableau 16 : Evolution du compte financier (optique BCEAO)

(En milliards de FCFA)

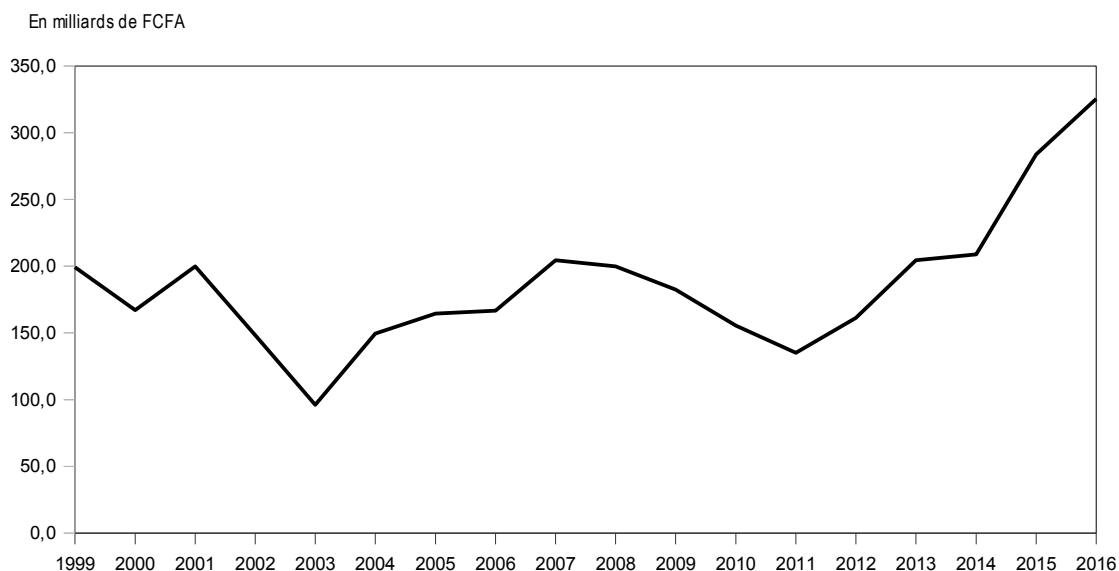
Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Investissements directs	-161,3	-204,5	-208,9	-283,8	-325,5
Investissements de portefeuille	-72,6	-86,1	-462,8	-574,2	-349,3
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	4 436,1	210,6	761,6	607,7	587,4
Solde du compte financier	4 202,1	-80,0	89,9	-250,3	-87,4

Sources : DCPE, BCEAO

III.1- Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers se sont soldés par une entrée nette de capitaux de 325,5 milliards en 2016, après 283,8 milliards en 2015, en liaison notamment avec l'implantation de nouvelles usines et le développement des industries extractives.

Graphique 3 : Evolution des flux nets d'IDE



Source : BCEAO

- **Acquisitions nettes d'actifs financiers**

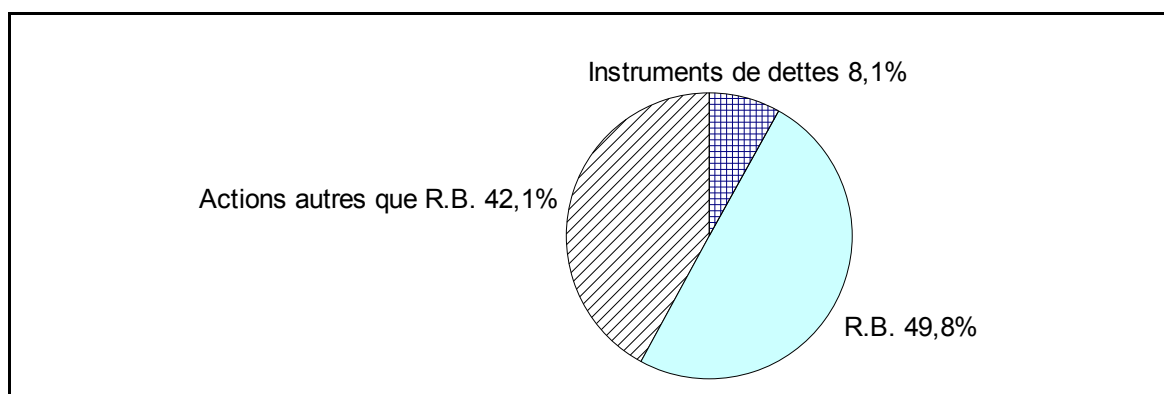
A l'instar de l'année 2015, les entreprises ivoiriennes ont poursuivi l'expansion de leurs filiales à l'étranger en 2016. Ainsi, les résidents ivoiriens ont effectué des investissements à l'étranger à hauteur de 17,0 milliards, après 8,5 milliards en 2015.

En 2016, ces acquisitions d'actifs portent sur 18,2 milliards au titre des actions et part de fonds de placement, après 7,3 milliards en 2015 et des désinvestissements de 1,2 milliards d'instruments de dettes, contre des transferts financiers de 1,2 milliards un an plus tôt.

- **Accroissement net des passifs financiers**

Les investissements directs étrangers reçus par l'économie ivoirienne se sont établis à 342,4 milliards, après 292,3 milliards en 2015, soit une croissance de 17,1%. Ils résultent de 144,1 milliards au titre des actions (autres que les réinvestissements de bénéfices (R.B.)), de 170,6 milliards de réinvestissements de bénéfices et de 27,7 milliards d'instruments de dettes.

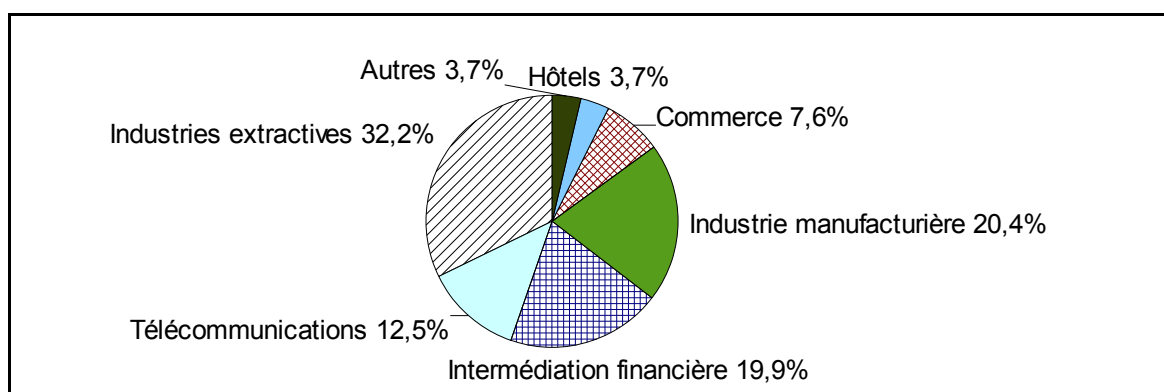
Graphique 4 : Répartition des IDE entrants selon ses composantes



Source : BCEAO

Les principaux secteurs d'activités, bénéficiaires nets, de ces entrées de fonds sont les industries extractives, avec 32,2% des fonds reçus, l'industrie manufacturière, avec 20,4% des ressources financières entrant, l'intermédiation financière, avec 19,9% des entrées de capitaux, les télécommunications, avec 12,5% des ressources financières entrant. Ces secteurs sont suivis du commerce (7,6% des entrées de capitaux) et de l'hôtellerie (3,7% des flux entrant).

Graphique 5 : Principaux secteurs d'activité bénéficiaires des IDE en 2016



Source : BCEAO

Les principaux pourvoyeurs des fonds sont :

- la France, avec 63,8 milliards (18,6% des fonds) investis principalement dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de l'intermédiation financière, des télécommunications du transport, de l'exploitation minière et du commerce ;
- la Belgique, avec 38,0 milliards (11,1% des ressources financières) investis majoritairement dans les télécommunications et l'industrie ;
- le Royaume-Uni, avec 37,5 milliards (11,0% des capitaux) investis essentiellement dans le secteur minier ;
- les Iles Vierges Britanniques, avec 23,4 milliards (6,8% des fonds) investis dans les industries extractives et l'industrie manufacturière ;
- les Pays-Bas, avec 19,5 milliards (5,7% des placements) investis essentiellement dans l'industrie manufacturière et le commerce de gros et de détail ;
- le Singapour, avec 19,2 milliards (5,6% des ressources), placés principalement dans les industries extractives et l'industrie manufacturière ;
- l'Australie, avec 15,0 milliards (4,4% des placements) investis dans les industries extractives.

III.2- Investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille se sont soldés par un accroissement net des passifs financiers de 349,3 milliards, après celui de 574,2 milliards l'année précédente. Ils sont portés par les nouvelles émissions de titres, d'une valeur nette de 782,7 milliards, par le Trésor public ivoirien en 2016.

En particulier, les transactions sur les bons du Trésor se sont soldées par une entrée nette de capitaux de 51,5 milliards. Elles résultent des nouvelles émissions de 264,4 milliards et des amortissement de 212,9 milliards.

Pour ce qui est des transactions sur les titres longs, en l'occurrence les obligations du Trésor public, les emprunts obligataires et les SUKUK, elles se sont caractérisées par une augmentation nette des passifs financiers de 315,8 milliards, après 647,5 milliards un an plus tôt. Les nouvelles émissions sont ressorties à 518,3 milliards, après 754,7 milliards en 2015, soit une contraction de 236,4 milliards. Ce repli des mobilisations de ressources financières est due à l'absence d'émission d'eurobonds par l'Administration publique en 2016 à l'inverse de l'année 2015 au cours de laquelle l'Etat ivoirien avait mobilisé 584,8 milliards au titre des ces obligations. Quant aux amortissements, ils se sont établis à 202,5 milliards, après 107,2 milliards l'année précédente.

III.3- Dérivés financiers

Aucune transaction de cette catégorie n'a été enregistrée en 2016.

III.4- Autres investissements

Les flux nets au titre des autres investissements sont ressortis à +587,4 milliards, après +607,7 milliards en 2015.

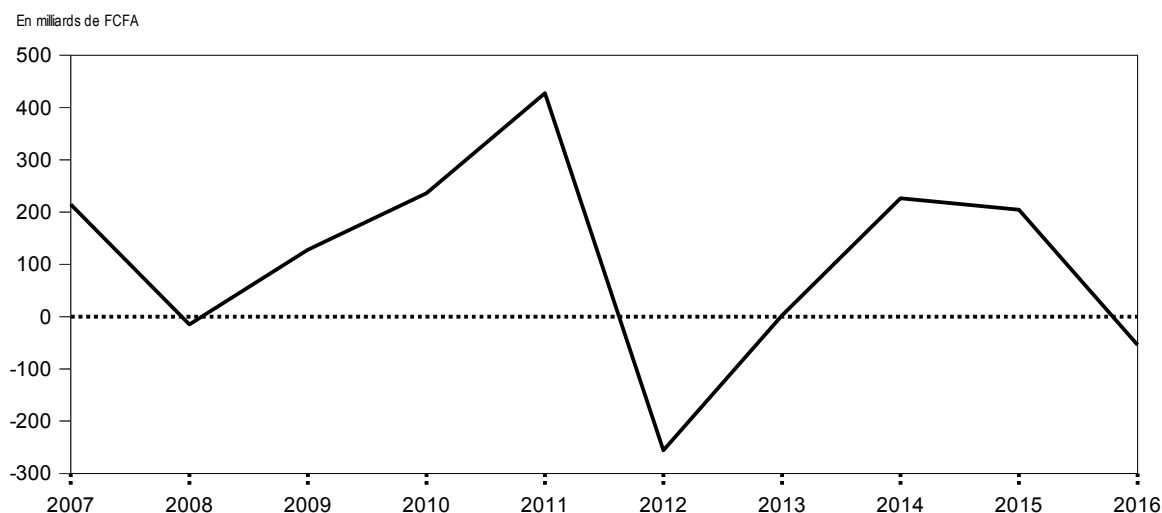
Les numéraires et dépôts se sont caractérisés par une acquisition nette d'actifs de 145,3 milliards, après 264,8 milliards un an plus tôt, sous l'impulsion des dépôts des autres secteurs.

S'agissant des prêts, ils se sont soldés par une sortie nette des capitaux de 80,7 milliards en 2016. Cette situation fait suite à une entrée nette de capitaux de 288,6 milliards en 2015 et 273,2 milliards en 2014. Le solde de l'année 2016 résulte, d'une part, d'une acquisition nette d'actifs financiers de 42,6 milliards et, d'autre part, d'une réduction des passifs de 38,1 milliards. En particulier, les opérations de l'Administration publique ont consisté à la souscription de 28,1 milliards au capital d'organisations internationales, à la réception de prêts de 351,3 milliards et au remboursement des prêts à hauteur de 269,7 milliards.

IV- CAPITAUX MONETAIRES

En 2016, présentée selon l'optique analytique de la BCEAO, l'évolution des transactions économiques s'est traduite par une baisse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après une hausse de 204,3 milliards en 2015.

Graphique 6 : Evolution de la variation des avoirs extérieurs nets



Source : BCEAO

IV.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont établis à 1.399,0 milliards en 2016, après 1.568,1 milliards l'année d'avant, soit une baisse de 169,1 milliards.

Les avoirs extérieurs bruts se sont repliés de 243,2 milliards, du fait de la diminution des autres créances de 272,1 milliards et des DTS détenus de 48,1 milliards. Ces baisses ont été atténuées par l'augmentation de la position de réserves de 77,1 milliards.

S'agissant des engagements extérieurs bruts, ils se sont amoindris de 74,1 milliards en relation avec la diminution de toutes les composantes, à savoir les recours aux crédits du FMI (-17,9 milliards) et les autres engagements (-56,2 milliards).

Tableau 17 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale

	2012	2013	2014	2015	2016
Avoirs	2 214,4	2 278,4	2 806,2	3 327,2	3 084,0
- Position de réserve	-0,9	-7,2	16,6	4,9	82,0
- DTS détenus	208,6	199,9	213,5	195,1	147,0
- Autres créances	2 006,6	2 085,6	2 576,1	3 127,2	2 855,1
Engagements*	973,3	1 046,7	1 328,5	1 759,1	1 685,0
- Recours aux crédits du Fonds	391,8	447,0	562,8	649,2	631,3
- Banque et institutions étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres engagements	581,5	599,8	765,6	1 109,9	1 053,7
Avoirs extérieurs nets	1 241,1	1 231,6	1 477,7	1 568,1	1 399,0

Source : BCEAO

* y compris les DTS alloués

IV.2- Avoirs et engagements des banques

La position extérieure des banques est ressortie créditrice à 333,4 milliards, après 218,7 milliards en 2015, soit un gain de 114,7 milliards.

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements des banques

(En milliards de FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016
Avoirs	647,5	657,8	802,1	890,0	1 190,8
- Banques	647,5	657,8	802,1	890,0	1 190,8
Engagements	377,3	454,6	581,0	671,3	857,4
- Banques	377,3	454,6	581,0	671,3	857,4
Position monétaire extérieure*	270,2	203,1	221,1	218,7	333,4

Source : BCEAO

* Un signe négatif traduit une position extérieure débitrice, un signe positif traduit une position extérieure créditrice

IV.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

Au titre de l'année 2016, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont baissé de 54,4 milliards, après une augmentation de 204,3 milliards en 2015.

Tableau 19 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires

(En milliards de FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016
Variation des avoirs extérieurs nets des banques	113,2	-67,0	17,9	-2,4	114,7
Variation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	-242,3	-9,5	246,1	90,4	-169,1
Ajustement passage au manuel 2001 des statistiques monétaires	-127,9	79,1	-37,8	116,3	0,0
TOTAL	-257,0	2,6	226,2	204,3	-54,4

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Au 31 décembre 2016, l'ensemble des avoirs extérieurs financiers de la Côte d'Ivoire s'est élevé à 13.279,5 milliards et les engagements à 12.082,7 milliards. Ainsi, la position extérieure globale a enregistré un solde positif de 1.196,8 milliards, après 1.338,5 milliards en 2015.

Les principales composantes des avoirs sont :

- les autres investissements d'un montant de 10.242,2 milliards dont 4.364,5 milliards au titre de la monnaie fiduciaire et des dépôts (avoirs en monnaies étrangères et avoirs en comptes à l'étranger) et 4.359,7 milliards au titre des crédits commerciaux ;
- les réserves officielles de change (avoirs extérieurs bruts de la BCEAO), qui se sont établies à 2.594,0 milliards, après 2.837,2 milliards un an plus tôt.

Quant aux engagements, ils ont pour principales composantes les investissements directs et les emprunts dont les stocks sont ressortis respectivement à 4.450,2 milliards (après 4.107,8 milliards en 2015) et 4.068,9 milliards (après 4.124,6 milliards en 2015).

CONCLUSION

Le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 53,1 milliards en 2016, après un excédent de 248,5 milliards en 2015. Il résulte de la non couverture du besoin de financement de l'économie par les flux autonomes de capitaux étrangers.

En particulier, les transactions courantes ont enregistré un déficit de 1,1% du PIB après celui de 0,6% du PIB, en liaison avec les déficits des services, du revenu primaire et du revenu secondaire qui ont contrebalancé l'excédent de la balance des biens.

Le compte de capital a affiché un solde positif moins élevé, en liaison avec la baisse des dons projet reçus par l'Administration publique et des dons en vue des financements des investissements des Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM).

Le compte financier présente un solde négatif, caractéristique d'une entrée nette des capitaux au titre des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille.

Au total, le déficit des transactions courantes s'est aggravé en 2016, en passant de -0,6% du PIB à -1,1% du PIB, en lien avec les investissements réalisés dans le cadre du PND 2016-2020, dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de l'exploitation minière et pétrolière. Toutefois, le déficit courant demeure largement en deçà du seuil de 5,0% fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale des économies de l'UEMOA. Il n'en demeure pas moins que le financement du déficit a nécessité l'utilisation des avoirs extérieurs du système bancaire.

Cette situation devrait susciter la mise en œuvre de mesures permettant de renforcer le pool de devises communautaires. Il s'agit notamment de poursuivre le renforcement du dispositif de rapatriement des recettes d'exportation, en vue de capter effectivement les devises issues des ventes extérieures de l'économie nationale. En outre, il conviendrait de dynamiser le tourisme national et les services de transport international en vue de baisser le déficit du compte des services. En sus, l'Etat pourrait poursuivre les incitations du secteur privé en vue de la transformation des matières premières locales en phase avec la politique de transformation structurelle de l'économie adoptée dans le cadre du PND 2016-2020. Par ailleurs, l'Etat pourrait poursuivre l'amélioration du climat des affaires en vue d'attirer les investisseurs étrangers et opter pour des types de financement non générateurs de dettes, dont les partenariats public-privé.

APPENDICE CONCERNANT QUELQUES TRAITEMENTS ET AJUSTEMENTS OPERES SUR LES DONNEES DU COMMERCE GENERAL DOUANE

a) Ajustement de champ couvert

Il vise à corriger certaines distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades).

Par ailleurs, il est procédé, sous cette rubrique, à l'estimation du commerce frontalier ainsi qu'à la prise en compte du commerce frauduleux. Ces traitements sont retracés ci-après :

Point des principaux ajustements de champ pour l'évaluation des marchandises générales	
Transactions sur marchandises générales	Observations
Biens achetés dans les ports et les aéroports par les transporteurs	A inclure
Biens qui pénètrent dans le territoire économique ou le quittent en dehors du circuit formel (avec transfert de propriété)	A inclure
Biens perdus ou détruits après transferts de propriété mais avant de franchir la frontière	A inclure
Biens acquis auprès d'autres économies pour être transformés à l'étranger	A inclure
Biens vendus à l'étranger après avoir été transformés dans d'autres économies	A inclure
Biens dans les entrepôts de douane ou autres zones (avec transfert de propriété)	A inclure
Effets personnels des migrants	A déduire
Biens expédiés aux ambassades, bases militaires, etc. par les autorités du pays d'origine ou vice-versa	A déduire
Biens importés pour des projets de construction par des entreprises non résidentes	A déduire
Biens destinés à être réparés ou entreposés sans transferts de propriété	A déduire
Biens expédiés à l'étranger pour transformation ou retournés après avoir été transformés sans transfert de propriété	A déduire
Biens retournés (cas d'annulation du transfert de propriété)	A déduire
Echantillons sans valeur commerciale (pratiques courantes chez les sociétés minières, notamment en phase d'exploration)	A déduire
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	A déduire
Or non monétaire	A déduire

b) Ajustement de valeur

Au niveau du commerce général, les importations sont en valeur CAF. L'ajustement de valeur opéré consiste à scinder le montant des importations CAF en deux parties distinctes : d'une part, le montant FOB payé pour les marchandises proprement dites et, d'autre part, le montant supporté au titre de l'assurance et du transport desdites marchandises. Le montant des importations FOB est imputé dans le compte des biens, tandis que les charges d'assurance et de fret sont reversées dans les services.

ANNEXES

Annexe 1.1 : Balance des Paiements en termes de transactions (Présentation standard)

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

Annexe 1.3 : Compte de transactions courantes

Annexe 1.4 : Compte de biens et services

Annexe 1.5 : Compte de biens

Annexe 1.6 : Evolution des exportations de biens

Annexe 1.7 : Exportations par principaux produits

Annexe 1.8 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

Annexe 1.9 : Evolution des importations de biens

Annexe 1.10 : Importations par principaux produits

Annexe 1.11 : Ventilation géographique des importations de marchandises

Annexe 1.12 : Evolution de la balance des services

Annexe 1.13 : Evolution du compte du revenu primaire

Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu secondaire

Annexe 1.15 : Evolution du compte de capital

Annexe 1.16 : Evolution du compte financier

Annexe 1.17 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers

Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette

Annexe 1.19 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale

Annexe 2.1 : Evolution des avoirs et engagements des banques

Annexe 2.2 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires

Annexe 2.3 : Composition des exportations

Annexe 2.4 : Composition des importations

Annexe 2.5 : Exportations de services

Annexe 2.6 : Importations de services

Annexe 2.7 : Exportations de marchandises par principaux produits

Annexe 2.8 : Importations de marchandises par principaux produits

Annexe 2.9 : Exportations à destination des autres pays de l'UEMOA

Annexe 2.10 : Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA

Annexe 2.11 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2016 à partir des statistiques officielles

Annexe 2.12 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2016

Annexe 2.13 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2016

Annexe 2.14 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2016

Annexe 2.15 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2016

Annexe 1.1 : Balance des Paiements en termes de transactions (Présentation standard)

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Compte des transactions courantes	-163 651	-208 846	252 169	-119 054	-245 501
Biens et services	572 101	453 375	846 936	680 172	638 360
Biens	1 565 638	1 479 221	1 914 833	1 874 030	1 817 822
Marchandises générales	1 234 740	1 193 526	1 567 103	1 426 952	1 335 357
Dont : Réexportations	217	5 900	634	65	10 035
Exportations nettes dans le cadre du négoce	4 003	1 543	124	125	379
Or non monétaire	326 895	284 153	347 605	446 953	482 086
Services	-993 537	-1 025 846	-1 067 896	-1 193 858	-1 179 462
Transport	-807 490	-788 747	-800 849	-872 191	-697 431
Dont : Fret	-709 572	-694 453	-692 706	-775 779	-684 395
Voyage	-97 974	-98 936	-107 463	-118 047	4 521
Autres services	-88 074	-138 163	-159 585	-203 620	-486 552
Revenus primaires	-469 922	-445 134	-449 328	-595 500	-637 781
Revenus des salariés	81 651	82 794	83 022	83 846	72 680
Revenus des investissements	-553 929	-528 037	-538 728	-685 987	-717 384
Autres revenus primaires	2 355	109	6 378	6 641	6 923
Revenus secondaires	-265 830	-217 087	-145 439	-203 726	-246 080
Administrations publiques	-22 133	64 633	124 164	98 120	83 379
Aides budgétaires	-22 122	64 633	124 164	98 137	83 379
Autres secteurs	-243 696	-281 720	-269 603	-301 845	-329 459
Dont : Envois de fonds des travailleurs	-248 786	-256 402	-260 603	-269 125	-294 048
Compte de capital	4 141 121	94 771	138 570	156 408	110 866
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-453	-1 563	1 269	5	-2
Transfert en capital	4 141 574	96 333	137 301	156 403	110 869
Administrations publiques	4 141 564	96 333	137 282	128 600	106 193
Remises de dettes	4 090 034	0	0	0	0
Autres secteurs	10	0	19	27 803	4 675
Compte financier	3 938 407	-77 381	363 697	-1 750	-140 441
Investissements directs	-161 313	-204 471	-208 928	-283 782	-325 471
Investissements de portefeuille	-72 649	-86 147	-462 819	-574 191	-349 256
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	4 425 575	154 503	611 928	471 930	777 901
Avoirs de réserves	-253 206	58 734	423 516	384 293	-243 616
Erreurs et omissions nettes	-39 063	36 695	-27 041	-39 104	-5 807

Source : BCEAO

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Compte des transactions courantes	-163 651	-208 846	252 169	-119 054	-245 501
Biens et services	572 101	453 375	846 936	680 172	638 360
Biens	1 565 638	1 479 221	1 914 833	1 874 030	1 817 822
Marchandises générales	1 234 740	1 193 526	1 567 103	1 426 952	1 335 357
Dont : Réexportations	217	5 900	634	65	10 035
Exportations nettes dans le cadre du négoce	4 003	1 543	124	125	379
Or non monétaire	326 895	284 153	347 605	446 953	482 086
Services	-993 537	-1 025 846	-1 067 896	-1 193 858	-1 179 462
Transport	-807 490	-788 747	-800 849	-872 191	-697 431
Dont : Fret	-709 572	-694 453	-692 706	-775 779	-684 395
Voyage	-97 974	-98 936	-107 463	-118 047	4 521
Autres services	-88 074	-138 163	-159 585	-203 620	-486 552
Revenus primaires	-469 922	-445 134	-449 328	-595 500	-637 781
Revenus des salariés	81 651	82 794	83 022	83 846	72 680
Revenus des investissements	-553 929	-528 037	-538 728	-685 987	-717 384
Autres revenus primaires	2 355	109	6 378	6 641	6 923
Revenus secondaires	-265 830	-217 087	-145 439	-203 726	-246 080
Administrations publiques	-22 133	64 633	124 164	98 120	83 379
Dont Aides budgétaires reçues	29 678	105 393	167 074	154 020	147 590
Autres secteurs	-243 696	-281 720	-269 603	-301 845	-329 459
Dont : Envois de fonds des travailleurs	-248 786	-256 402	-260 603	-269 125	-294 048
Compte de capital	4 141 121	94 771	138 570	156 408	110 866
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. Non prod.	-453	-1 563	1 269	5	-2
Transfert en capital	4 141 574	96 333	137 301	156 403	110 869
Administrations publiques	4 141 564	96 333	137 282	128 600	106 193
Remises de dettes	4 090 034	0	0	0	0
Autres secteurs	10	0	19	27 803	4 675
Compte financier	4 202 136	-79 976	89 889	-250 288	-87 376
Investissements directs	-161 313	-204 471	-208 928	-283 782	-325 471
Investissements de portefeuille	-72 649	-86 147	-462 819	-574 191	-349 256
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	4 436 098	210 642	761 636	607 684	587 351
Administration publique	3 973 290	-190 731	-95 476	-174 500	-53 565
Autres secteurs	462 808	401 373	857 112	782 184	640 916
Erreurs et omissions nettes	-39 063	36 695	-27 041	-39 104	-5 807
Solde global	-263 500	2 595	273 808	248 539	-53 065
Avoirs et engagements extérieurs	263 500	-2 595	-273 808	-248 539	53 065
Banque Centrale	354 983	-3 184	-295 792	-275 993	167 779
Autres institutions de dépôts	-91 483	589	21 984	27 454	-114 714

Source : BCEAO

Annexe 1.3 : Compte de transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Biens et services	572 101	453 375	846 936	680 172	638 360
Biens	1 565 638	1 479 221	1 914 833	1 874 030	1 817 822
Services	-993 537	-1 025 846	-1 067 896	-1 193 858	-1 179 462
Revenus primaires	-469 922	-445 134	-449 328	-595 500	-637 781
Revenus secondaires	-265 830	-217 087	-145 439	-203 726	-246 080
Solde du compte courant	-163 651	-208 846	252 169	-119 054	-245 501
Solde du compte courant (hors dons)	-193 329	-314 057	85 179	-272 654	-393 091
PIB Nominal	13 804 940	15 445 759	16 890 904	19 595 381	21 561 686
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-1,2%	-1,4%	1,5%	-0,6%	-1,1%

Source : DCPE, BCEAO

Annexe 1.4 : Compte de biens et services

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations de biens et services	6 692 101	6 414 786	6 857 748	7 390 982	6 990 893
Importations de biens et services	6 120 000	5 961 411	6 010 811	6 710 810	6 352 533
Balance commerciale de biens et services	572 101	453 375	846 936	680 172	638 360
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	109,3%	107,6%	114,1%	110,1%	110,0%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	46,4%	40,0%	38,0%	37,6%	30,9%

Source : BCEAO

Annexe 1.5 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations de biens	6 189 352	5 952 852	6 411 331	6 938 016	6 449 281
Importations de biens	4 623 714	4 473 631	4 496 498	5 063 986	4 631 459
Balance commerciale de biens	1 565 638	1 479 221	1 914 833	1 874 030	1 817 822
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	133,9%	133,1%	142,6%	137,0%	139,2%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	35,0%	30,9%	32,3%	32,0%	25,7%

Source : BCEAO

Annexe 1.6 : Evolution des exportations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Marchandises générales	5 858 453	5 667 157	6 063 601	6 490 938	5 966 815
Dont réexportations	217	5 900	634	65	10 035
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	4 003	1 543	124	125	379
Or non monétaire	326 896	284 153	347 605	446 953	482 086
Total exportations de biens	6 189 352	5 952 852	6 411 331	6 938 016	6 449 281

Source : BCEAO

Annexe 1.7 : Exportations par principaux produits (statistiques douanières hors biens exceptionnels)

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Cacao	1 722 146,4	1 931 831,2	2 288 615,1	3 030 877,1	2 740 444,0
dont cacao en fèves	1 185 541,8	1 322 205,6	1 505 896,4	2 099 744,4	1 818 438,4
dont cacao transformé	536 604,5	609 625,6	782 718,7	931 132,8	922 005,6
Produits pétroliers	2 003 732,0	1 693 420,9	1 544 072,9	1 120 481,7	867 840,8
dont pétrole brut	640 233,2	473 549,6	322 460,8	322 172,4	345 521,4
dont produits pétroliers	1 363 498,8	1 219 871,2	1 221 612,1	798 309,3	522 319,3
Noix de cajou	167 252,3	157 984,8	391 841,5	427 352,5	469 546,4
Or non monétaire	326 895,4	284 152,5	347 605,0	446 952,6	484 816,0
Caoutchouc	412 802,1	376 764,6	302 678,3	298 762,9	329 531,4
Divers	1 556 523,7	1 508 698,2	1 536 517,8	1 554 558,6	1 534 911,7
Total exportations de biens	6 038 208,9	5 968 990,5	6 472 648,1	6 878 985,4	6 427 090,4

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.8 : Ventilation géographique des exportations de marchandises (statistiques douanières hors biens exceptionnels)

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
EUROPE	2 316 762	2 506 382	2 628 951	3 311 502	3 038 872
UNION EUROPEENNE	2 058 379	2 300 065	2 301 412	2 885 338	2 644 831
ZONE EURO	1 914 449	2 176 408	2 084 510	2 620 216	2 384 468
France	307 813	454 395	432 477	377 115	370 962
Allemagne	418 369	397 771	270 827	426 247	324 378
Italie	151 267	144 570	185 146	169 217	174 140
Pays-Bas	490 321	575 599	641 631	843 568	744 914
Belgique	221 538	265 446	281 156	457 938	393 684
AUTRES PAYS DE L'UE	143 930	462 285	216 902	265 122	260 363
Royaume-Uni	132 932	123 658	114 547	171 251	192 580
AUTRES PAYS D'EUROPE	258 383	206 317	327 539	426 164	394 041
Suisse	138 101	125 660	202 410	271 757	295 248
Russie	1 104	1 529	1 521	1 524	1 425
AFRIQUE	2 305 399	2 104 237	2 036 955	1 903 742	1 622 999
UEMOA	756 829	718 771	834 152	854 117	807 775
Bénin	92 892	36 106	35 711	39 361	20 953
Burkina	285 225	324 632	359 203	313 184	291 721
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau	332	170	453	400	1 299
Mali	151 533	185 838	206 213	253 658	276 360
Niger	32 544	27 457	42 689	35 728	24 734
Sénégal	111 909	66 703	74 605	69 048	71 873
Togo	82 395	77 865	115 278	142 738	120 834
CEDEAO (hors UEMOA)	999 908	809 866	703 463	619 526	445 352
Nigeria	628 452	530 025	369 727	279 717	113 854
Ghana	224 602	178 947	231 431	272 566	258 842
CEMAC	176 299	216 524	169 885	123 203	64 991
Cameroun	68 739	79 197	67 139	48 370	19 292
Gabon	19 811	34 924	9 613	12 384	7 029
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	372 363	359 075	329 454	306 896	304 881
Afrique du Sud	202 059	175 651	161 554	189 076	190 234
Maroc	9 014	9 366	10 309	6 389	4 069
Tunisie	5 911	11 192	4 207	2 932	980
Algérie	57 604	63 581	43 317	45 812	51 700
Libye	302	322	68	7	13
Egypte	2 153	1 160	2 172	3 353	2 328
AMERIQUE	786 320	737 346	805 389	746 907	837 997
USA	449 366	469 289	538 629	568 432	569 051
Canada	235 052	211 046	176 122	76 664	141 125
Brésil	64 547	15 351	28 716	35 923	26 455
ASIE	551 493	554 070	909 104	846 125	874 169
Chine	55 515	75 316	70 836	56 245	43 394
Japon	4 911	3 094	4 062	3 407	1 643
Inde	183 320	125 429	262 947	292 876	220 332
Pakistan	452	1 550	1 385	2 623	6 539
Emirats arabes unis	5 708	4 060	6 416	8 858	7 198
Thaïlande	4 377	7 509	7 549	7 157	5 203
Autres pays	78 234	66 956	92 249	70 709	53 054
TOTAL	6 038 209	5 968 990	6 472 648	6 878 985	6 427 090

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.9 : Evolution des importations (FOB) de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Marchandises générales	4 623 713	4 473 631	4 496 498	5 063 986	4 631 459
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Négoce	0	0	0	0	0
Total importations (FOB) de biens	4 623 714	4 473 631	4 496 498	5 063 986	4 631 459
Importations de biens / PIB nominal	33,5%	28,9%	26,6%	27,0%	21,5%

Source : BCEAO

Annexe 1.10 : Importations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Produits alimentaires	1 010 130	892 538	900 389	1 023 741	1 011 779
Autres biens de consommation courante	907 856	923 749	1 186 597	1 198 500	1 251 841
Produits énergétiques	1 962 237	1 824 378	1 676 283	1 253 862	871 579
<i>dont pétrole brut</i>	1 404 571	1 444 917	1 292 625	897 472	607 204
<i>dont produits pétroliers</i>	557 667	379 461	383 659	356 374	264 375
Matières premières et biens intermédiaires	666 497	751 963	832 211	1 035 030	877 232
Biens d'équipement	757 870	820 913	876 200	1 095 940	1 066 165
Total importations de biens CAF (statistiques douanes hors biens exceptionnels)	5 304 590	5 213 540	5 471 680	5 607 056	5 078 596
Total importations de biens CAF ajustées	5 442 384	5 270 832	5 292 119	5 957 630	5 412 709
Total importations de biens FOB	4 623 714	4 473 631	4 496 498	5 063 986	4 631 459

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.11 : Ventilation géographique des importations de marchandises (statistiques douanières hors biens exceptionnels)

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
EUROPE	1 717 689	1 614 252	1 749 499	1 932 886	1 845 277
UNION EUROPEENNE	1 574 911	1 558 218	1 605 237	1 764 617	1 657 047
ZONE EURO	1 343 478	1 389 533	1 419 740	1 551 824	1 454 314
France	689 414	676 696	679 233	671 668	648 874
Allemagne	122 872	134 029	173 042	142 573	159 848
Italie	103 248	91 892	119 420	224 877	120 058
Pays-Bas	129 690	182 508	162 147	161 285	130 128
Belgique	83 135	102 698	81 229	103 780	127 488
AUTRES PAYS DE L'UE	231 433	168 685	185 498	212 793	202 733
Royaume-Uni	193 114	93 935	108 539	143 165	123 008
AUTRES PAYS D'EUROPE	142 778	56 033	144 261	168 269	188 230
Suisse	19 092	20 833	18 337	21 844	20 316
Russie	13 057	23 256	40 491	28 531	41 262
AFRIQUE	1 768 714	1 885 599	1 672 028	1 328 508	1 082 954
UEMOA	128 105	98 660	92 218	99 161	122 149
Bénin	9 494	6 492	6 064	5 007	7 313
Burkina	17 010	16 017	7 970	3 637	5 281
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau	320	2 525	0	1 612	6 127
Mali	5 770	3 972	3 052	1 719	2 236
Niger	1 907	886	2 478	3 302	3 525
Sénégal	49 867	53 270	46 831	72 436	82 955
Togo	43 736	15 497	25 824	11 447	14 710
CEDEAO (hors UEMOA)	1 375 686	1 510 537	1 245 682	889 224	624 237
Nigeria	1 299 527	1 426 115	1 203 016	854 377	579 777
Ghana	57 946	59 674	41 696	32 074	39 344
CEMAC	38 366	49 167	42 086	28 331	19 855
Cameroun	1 766	2 134	10 615	4 467	1 489
Gabon	240	1 133	645	1 185	1 920
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	226 558	227 235	292 042	311 792	316 714
Afrique du Sud	64 620	55 888	68 448	61 458	66 892
Maroc	41 629	75 572	83 272	121 775	106 095
Tunisie	17 072	17 152	26 322	24 174	25 611
Algérie	5 261	390	4 596	7 301	3 174
Libye	2 128	135	1 046	2 506	16
Egypte	17 064	20 863	19 293	26 952	24 134
AMERIQUE	566 546	387 392	442 845	430 894	365 881
USA	179 042	203 055	220 318	247 149	185 871
Canada	15 729	13 199	14 956	14 411	11 429
Brésil	44 981	39 376	35 507	24 922	32 770
ASIE	1 226 860	1 192 396	1 451 408	1 702 265	1 750 860
Chine	370 908	419 875	486 797	726 009	826 851
Japon	97 661	97 664	96 411	124 546	118 683
Inde	199 681	159 753	270 199	216 320	229 192
Pakistan	14 587	16 738	17 665	35 474	35 149
Emirats arabes unis	17 951	22 585	24 842	27 721	32 020
Thaïlande	149 032	129 463	118 936	135 907	156 347
Autres pays	24 782	133 902	155 900	212 503	33 624
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	5 304 590	5 213 540	5 471 680	5 607 056	5 078 596

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.12 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Transport	-807 490	-788 747	-800 849	-872 191	-697 431
Dont fret	-709 572	-694 453	-692 706	-775 779	-684 395
Voyage	-97 974	-98 936	-107 463	-118 047	4 521
Autres services	-88 074	-138 163	-159 585	-203 620	-486 552
Total services nets	-993 537	-1 025 846	-1 067 896	-1 193 858	-1 179 462

Source : BCEAO

Annexe 1.13 : Evolution du compte du revenu primaire

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Rémunérations des salariés	81 651	82 794	83 022	83 846	72 680
Revenus des investissements	-553 929	-528 037	-538 728	-685 987	-717 384
Dont intérêts sur la dette publique	-153 350	-99 130	-94 150	-152 240	-176 950
Autres revenus primaires	2 355	109	6 378	6 641	6 923
Revenu primaire net	-469 922	-445 134	-449 328	-595 500	-637 781

Source : BCEAO

Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu secondaire

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Administration publique	-22 133	64 633	124 164	98 120	83 379
Dont aide budgétaire reçue	64 633	124 164	98 137	154 020	151 210
Autres secteurs	-243 696	-281 720	-269 603	-301 845	-329 459
Dont envois de fonds des travailleurs	-248 786	-256 402	-260 603	-269 125	-294 048
Revenu secondaire net	-265 830	-217 087	-145 439	-203 726	-246 080

Source : BCEAO

Annexe 1.15 : Evolution du compte de capital

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-453	-1 563	1 269	5	-2
Transferts de capital	4 141 574	96 333	137 301	156 403	110 869
Administration publique	4 141 564	96 333	137 282	128 600	106 193
Dont remises de dettes	4 090 034	0	0	0	0
Autres secteurs	10	0	19	27 803	4 675
Solde du compte de capital	4 141 121	94 771	138 570	156 408	110 866

Source : DCPE, BCEAO

Annexe 1.16 : Evolution du compte financier (optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Investissements directs	-161 313	-204 471	-208 928	-283 782	-325 471
Investissements de portefeuille	-72 649	-86 147	-462 819	-574 191	-349 256
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	4 436 098	210 642	761 636	607 684	587 351
Solde du compte du compte financier	4 202 136	-79 976	89 889	-250 288	-87 376

Source : DCPE, BCEAO

Annexe 1.17 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers reçus

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
EUROPE	37 705	101 466	125 069	153 446	221 762
UNION EUROPEENNE	33 572	87 487	117 015	154 150	173 119
ZONE EURO	35 568	90 045	109 315	141 436	133 030
Allemagne	-199	-181	0	43	-51
Belgique	23 995	1 324	987	59 826	37 979
France	9 271	50 188	89 201	58 546	63 772
Italie	-182	-700	344	1 496	94
Pays-Bas	-95	39 122	12 056	20 379	19 494
AUTRES PAYS DE L'UE	-1 997	-2 557	7 701	12 715	40 090
Royaume-Uni	-352	-2 944	7 813	13 302	37 499
AUTRES PAYS D'EUROPE	4 133	13 979	8 054	12 715	48 642
Suisse	4 133	13 964	6 868	13 302	12 963
Russie	0	0	1 186	-7 127	0
AFRIQUE	64 768	103 581	64 442	59 215	69 472
UEMOA	-980	10 073	18 597	25 056	43 154
Bénin	1	-1 144	289	7 339	2 294
Burkina	0	4 559	4 786	1 623	4 538
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau	0	0	0	0	2
Mali	-981	-2 370	1 006	-4 730	12 038
Niger	0	0	0	0	0
Sénégal	0	138	351	718	12 704
Togo	0	8 891	12 165	11 474	8 091
CEDEAO (hors UEMOA)	1	52 366	1 778	-3 077	1 341
Ghana	1	-17	377	-3 077	0
Nigeria	0	52 383	1 401	0	1 340
CEMAC	45	-7 389	1 632	1 659	6 130
Cameroun	40	-4 940	157	187	-66
Gabon	5	-2 449	1 475	1 580	6 189
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	65 702	48 531	42 434	35 578	18 847
Afrique du Sud	70 777	4 209	4	6 982	1 913
Algérie	0	0	0	0	9
Egypte	0	0	0	0	0
Libye	0	32 403	16 330	2 668	3 426
Maroc	0	7 644	1 414	32 137	12 252
Tunisie	0	4 183	100	-931	793
AMERIQUE	-1 329	-1 222	5 716	70 365	-2 997
Brésil	0	0	0	0	31
Canada	0	0	52	35 778	3 677
USA	398	-866	1 453	11 218	1 737
ASIE	80 331	-2 508	16 880	9 010	39 091
Chine	227	0	-305	-736	3 226
Emirats arabes unis	0	-1 113	0	446	-174
Inde	74 933	129	2 344	381	1 798
Japon	0	0	0	-1 609	1 959
Pakistan	0	0	0	0	0
Singapour	3 915	3 723	7 893	2 895	19 197
Thaïlande	0	0	0	0	0
Autres pays	-12 861	-7	4 829	366	15 122
TOTAL	168 614	201 310	216 936	292 036	342 450

Source : BCEAO

Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette

(En millions de FCFA)

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers (A)	12 562 720	450	13 279 455
Investissements directs	73 849		90 828
Investissements de portefeuille	329 396		352 418
Dérivés financiers	0		0
Autres investissements	9 322 308	0	10 242 208
Autres titres de participation	58 085		58 085
Monnaie fiduciaire et dépôts	4 057 898		4 364 509
Prêts	358 048		529 612
Régime d'assurance, de pension et de garantie	15 186		15 383
Crédits commerciaux	3 928 377		4 359 661
Autres comptes à payer/à recevoir	904 714		914 958
Avoirs de réserves	2 837 166	450	2 594 000
Or monétaire			
Droits de tirage spéciaux	195 483	289	147 325
Position de réserve au FMI	4 890	161	82 006
Autres avoirs de réserve	2 636 793		2 364 669
Stocks de passifs financiers (B)	11 224 209	1 752	12 082 688
Investissements directs	4 107 779		4 450 228
Investissements de portefeuille	1 891 051		2 263 329
Dérivés financiers	0		0
Autres investissements	5 225 380	1 752	5 369 131
Autres titres de participation	0		0
Monnaie fiduciaire et dépôts	467 021		657 849
Prêts	4 124 615	1 241	4 068 855
Régime d'assurance, de pension et de garantie	25 501		25 501
Crédits commerciaux	74 865		141 550
Autres comptes à payer/à recevoir	273 798		215 284
Droits de tirage spéciaux	259 581	511	260 092
Position extérieure globale nette (A) - (B)	1 338 510	-1 302	1 196 767

Source : BCEAO

Annexe 2.1 : Evolution des avoirs et engagements des banques*(En millions de FCFA)*

	2012	2013	2014	2015	2016
Avoirs	647 511	657 788	802 051	889 952	1 190 765
- Banques	647 511	657 788	802 051	889 952	1 190 765
Engagements	377 332	454 648	580 986	671 302	857 401
- Banques	377 332	454 648	580 986	671 302	857 401
Position monétaire extérieure*	270 179	203 140	221 065	218 650	333 364

Source : BCEAO

* Un signe négatif traduit une position extérieure débitrice, un signe positif traduit une position extérieure créditrice

Annexe 2.2 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires*(En millions de FCFA)*

	2012	2013	2014	2015	2016
Variation des avoirs extérieurs nets des banques	113 225	-67 039	17 925	-2 415	114 714
Variation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	-242 345	-9 483	246 099	90 368	-169 081
Ajustement statistique	-127 859	79 118	-37 842	116 309	0
TOTAL	-129 120	-76 522	264 024	87 953	-54 367

Source : BCEAO

Annexe 2.3 : Composition des exportations (statistiques douanières hors biens exceptionnels)

(En millions de FCFA)

Types de produits	2012	2013	2014	2015	2016
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits primaires	3 095 713,5	3 024 275,5	3 264 972,0	3 975 329,7	3 825 222,7
part dans les exportations douanières	51,3%	50,7%	50,4%	57,8%	59,5%
Agriculture, Élevage, Pêche	22 989,0	20 773,3	22 573,6	23 422,0	30 192
part dans les exportations douanières	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,5%
part dans les produits primaires	0,7%	0,7%	0,7%	0,6%	0,8%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	2 098 292,5	2 235 852,4	2 557 233,0	3 169 567,0	2 954 012,5
part dans les exportations douanières	34,8%	37,5%	39,5%	46,1%	46,0%
part dans les produits primaires	67,8%	73,9%	78,3%	79,7%	77,2%
Produits miniers	974 432,0	767 649,8	685 165,3	782 340,7	841 018
part dans les exportations douanières	16,1%	12,9%	10,6%	11,4%	13,1%
part dans les produits primaires	31,5%	25,4%	21,0%	19,7%	22,0%
Produits transformés	2 942 495,2	2 944 714,7	3 207 665,1	2 903 655,7	2 601 867,5
part dans les exportations douanières	48,7%	49,3%	49,6%	42,2%	40,5%
Produits de la première transformation	984 017,4	1 009 205,5	1 227 632,6	1 392 559,4	1 391 083
part dans les exportations douanières	16,3%	16,9%	19,0%	20,2%	21,6%
part dans les produits transformés	33,4%	34,3%	38,3%	48,0%	53,5%
Conserves et Préparation Alimentaires	195 586,8	192 598,1	183 600,5	190 493,9	193 189
part dans les exportations douanières	3,2%	3,2%	2,8%	2,8%	3,0%
part dans les produits transformés	6,6%	6,5%	5,7%	6,6%	7,4%
Produits manufacturés	1 762 891,0	1 742 911,0	1 796 432,0	1 320 602,5	1 017 595,8
part dans les exportations douanières	29,2%	29,2%	27,8%	19,2%	15,8%
part dans les produits transformés	59,9%	59,2%	56,0%	45,5%	39,1%
Total exportations commerce général Douanes	6 038 208,7	5 968 990,2	6 472 637,1	6 878 985,4	6 427 090

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.4 : Composition des importations (statistiques douanières hors biens exceptionnels)

(En millions de FCFA)

Types de produits	2012	2013	2014	2015	2016
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits alimentaires	1 010 130	892 538	900 389	1 023 741	1 011 779
part dans les importations	19,0%	17,1%	16,5%	18,3%	19,9%
Poissons	236 299,5	234 198,6	231 141,7	264 757,7	261 658
part dans les importations	4,5%	4,5%	4,2%	4,7%	5,2%
part dans les produits alimentaires	23,4%	26,2%	25,7%	25,9%	25,9%
Riz semi-blanchi	349 274,1	233 164,0	216 374,9	288 990,0	307 180
part dans les importations	6,6%	4,5%	4,0%	5,2%	6,0%
part dans les produits alimentaires	34,6%	26,1%	24,0%	28,2%	30,4%
Blé tendre	111 386,4	105 408,3	93 549,2	94 120,9	86 329
part dans les importations	2,1%	2,0%	1,7%	1,7%	1,7%
part dans les produits alimentaires	11,0%	11,8%	10,4%	9,2%	8,5%
Autres biens de consommation	1 465 523,2	1 303 209,5	1 570 255,1	1 554 873,4	1 516 216,0
part dans les importations	27,6%	25,0%	28,7%	27,7%	29,9%
Produits pétroliers	557 666,9	379 460,8	383 658,5	356 373,7	264 375
part dans les importations	10,5%	7,3%	7,0%	6,4%	5,2%
part dans les autres biens de consommation	38,1%	29,1%	24,4%	22,9%	17,4%
Produits pharmaceutiques	148 932,7	135 227,3	189 508,8	172 065,9	204 663
part dans les importations	2,8%	2,6%	3,5%	3,1%	4,0%
part dans les autres biens de consommation	10,2%	10,4%	12,1%	11,1%	13,5%
Plastiques	166 166,5	189 221,4	208 976,3	265 055,9	235 373
part dans les importations	3,1%	3,6%	3,8%	4,7%	4,6%
part dans les autres biens de consommation	11,3%	14,5%	13,3%	17,0%	15,5%
Biens intermédiaires	2 071 067,7	2 196 879,6	2 124 835,9	1 932 502,3	1 484 436
part dans les importations	39,0%	42,1%	38,8%	34,5%	29,2%
Pétrole brut	1 404 570,5	1 444 917,0	1 292 624,7	897 472,4	607 204
part dans les importations	26,5%	27,7%	23,6%	16,0%	12,0%
part dans les biens intermédiaires	67,8%	65,8%	60,8%	46,4%	40,9%
Produits chimiques	86 125,9	90 944,6	122 233,5	102 528,4	105 659
part dans les importations	1,6%	1,7%	2,2%	1,8%	2,1%
part dans les biens intermédiaires	4,2%	4,1%	5,8%	5,3%	7,1%
Fer, fonte et acier	184 108,0	211 871,6	269 391,9	389 149,1	252 255
part dans les importations	3,5%	4,1%	4,9%	6,9%	5,0%
part dans les biens intermédiaires	8,9%	9,6%	12,7%	20,1%	17,0%
Biens d'équipement	757 870,0	820 913,0	876 200,0	1 095 939,9	1 066 165
part dans les importations	14,3%	15,7%	16,0%	19,5%	21,0%
Machines mécaniques	342 842,8	394 585,2	406 694,8	515 890,9	454 343
part dans les importations	6,5%	7,6%	7,4%	9,2%	8,9%
part dans les biens d'équipement	45,2%	48,1%	46,4%	47,1%	42,6%
Matériel de transport routier	148 421,1	155 038,1	192 793,6	182 246,9	170 673
part dans les importations	2,8%	3,0%	3,5%	3,3%	3,4%
part dans les biens d'équipement	19,6%	18,9%	22,0%	16,6%	16,0%
Total importations CAF, commerce général douanes	5 304 590,4	5 213 540,2	5 471 679,6	5 607 056,2	5 078 596

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.5 : Exportations de services

(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Transport	72 144	68 528	69 732	97 585	121 226
dont fret	68 165	62 935	63 134	63 895	57 975
Voyage	87 761	89 398	91 049	93 181	224 824
Autres services	342 845	304 007	285 635	262 200	195 562
Total services nets	502 749	461 934	446 417	452 966	541 612

Source : BCEAO

Annexe 2.6 : Importations de services

(En millions de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Transport	-879 634	-857 275	-870 581	-969 776	-818 657
dont fret	-777 737	-757 388	-755 840	-839 673	-742 371
Voyage	-185 734	-188 334	-198 513	-211 228	-220 303
Autres services	-430 918	-442 170	-445 220	-465 820	-682 114
Total services importés	-1 496 286	-1 487 780	-1 514 313	-1 646 824	-1 721 074

Source : BCEAO

Annexe 2.11 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2016 à partir des statistiques officielles
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		2 776,8	7 238,9		50 769,2	16 652,1	292,1	9 852,3	87 581,3
	Burkina	988,5		10 702,1	13,0	12 723,9	9 533,8	3 936,5	17 598,0	55 495,8
	Côte d'Ivoire	23 386,1	294 190,0		1 299,4	281 094,3	25 876,4	75 019,2	122 765,5	823 630,8
	Guinée-Bissau	0,0	1,3	0,0			19,7	8,9	0,0	30,0
	Mali	3 655,6	65 957,7	74 693,9	13,3		5 963,2	46 245,1	989,9	197 518,6
	Niger	1 827,8	19 166,9	3 789,6	1,9	31 166,7		414,7	543,2	56 910,9
	Sénégal	12 625,9	32 970,1	81 243,1	28 807,6	289 731,8	14 101,8		14 917,0	474 397,4
	Togo	140 734,0	96 103,8	36 061,0	448,5	36 772,4	49 489,3	6 153,3		365 762,2
	UEMOA	183 217,8	511 166,6	213 728,6	30 583,6	702 258,3	121 636,4	132 069,7	166 666,0	2 061 326,9

Sources : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2.12 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2016
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		1 763,3	2 684,8	9,0	0,0	29 655,3	251,8	7 369,6	41 733,8
	Burkina	444,7		848,3	0,0	292,3	765,2	377,2	6 407,0	9 134,7
	Côte d'Ivoire	754,5	0,0		0,0	1 599,2	331,4	413,9	2 856,2	5 955,2
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		573,9	0,0	3 881,3	0,0	4 455,2
	Mali	7 519,6	0,0	2 556,3	67,5		8 988,4	47 913,7	4 205,0	71 250,5
	Niger	9 344,9	109,8	704,9	0,0	14 152,4		323,7	9 975,8	34 611,5
	Sénégal	1 075,8	0,0	632,1	6 776,0	0,0	3 327,8		0,0	11 811,7
	Togo	356,0	1 674,3	3 486,8	6,5	0,0	0,0	0,0		5 523,6
	UEMOA	19 495,5	3 547,3	10 913,3	6 859,0	16 617,8	43 068,0	53 161,7	30 813,6	184 476,2

Sources : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2.13 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2016
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 540,0	9 923,7	9,0	50 769,2	46 307,5	543,9	17 221,9	129 315,2
	Burkina	1 433,2		11 550,5	13,0	13 016,2	10 298,9	4 313,7	24 005,0	64 630,5
	Côte d'Ivoire	24 140,5	294 190,0		1 299,4	282 693,5	26 207,9	75 433,1	125 621,7	829 586,1
	Guinée-Bissau	0,0	1,3	0,0		573,9	19,7	3 890,2	0,0	4 485,2
	Mali	11 175,2	65 957,7	77 250,2	80,8		14 951,5	94 158,8	5 194,9	268 769,1
	Niger	11 172,7	19 276,7	4 494,5	1,9	45 319,1		738,4	10 519,1	91 522,4
	Sénégal	13 701,7	32 970,1	81 875,2	35 583,6	289 731,8	17 429,5		14 917,0	486 209,0
	Togo	141 090,0	97 778,0	39 547,8	455,0	36 772,4	49 489,3	6 153,3		371 285,8
	UEMOA	202 713,2	514 713,9	224 641,9	37 442,6	718 876,1	164 704,4	185 231,4	197 479,6	2 245 803,2

Sources : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2.14 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2016
(en millions FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 395,8	2 612,9	106,6	874,7	1 844,9	3 246,9	6 154,5	19 236,2
	Burkina	11 809,4		4 140,7	102,0	5 089,0	5 378,2	3 864,7	10 350,6	40 734,6
	Côte d'Ivoire	13 168,9	13 921,2		59,4	6 829,2	2 258,2	5 936,4	8 229,2	50 402,4
	Guinée-Bissau	115,0	408,0	303,8		520,4	11,8	3 741,2	0,0	5 100,2
	Mali	2 731,1	13 820,9	7 601,3	631,1		3 433,0	4 779,1	2 580,9	35 577,4
	Niger	3 626,2	1 954,4	3 068,3	23,0	2 128,3		4 830,9	4 410,0	20 041,2
	Sénégal	2 063,6	4 423,9	1 719,7	1 351,0	3 958,4	1 719,7		569,5	15 805,7
	Togo	14 623,9	1 569,2	792,7	71,9	880,2	715,9	5 028,4		23 682,3
	UEMOA	48 138,2	40 493,4	20 239,5	2 344,9	20 280,2	15 361,6	31 427,6	32 294,7	210 580,1

Sources : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2.15 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2016
(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		2 397,4	6 307,3	8,4	4 326,2	1 232,2	6 661,2	4 386,8	25 319,6
	Burkina	2 518,5		10 771,6	22,1	27 080,8	2 323,0	9 698,7	6 116,2	58 531,1
	Côte d'Ivoire	10 733,2	15 531,3		75,0	66 161,3	6 451,9	20 686,2	9 552,2	129 191,1
	Guinée-Bissau	291,3	38,7	131,8		1 147,9	404,4	6 499,3	222,7	8 736,2
	Mali	2 428,9	3 615,4	5 817,8	46,2		3 823,3	10 993,1	5 918,8	32 643,5
	Niger	1 646,7	1 355,6	4 632,1	95,3	8 478,9		3 629,2	7 933,0	27 770,8
	Sénégal	2 476,9	2 146,5	4 477,5	3 979,3	21 418,9	10 419,0		4 462,7	49 380,8
	Togo	2 640,6	2 384,1	6 797,0	7,3	2 394,5	3 800,0	6 930,1		25 038,1
	UEMOA	22 736,1	27 469,1	38 935,1	4 233,7	131 008,5	28 453,9	65 097,8	38 592,3	356 526,5

Sources : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3	300000 4 N AL AL E	Compte financier	716 285,7	856 727,0	-140 441,3
5	300000 4 N AL AL E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	716 285,7	856 727,0	-140 441,3
3.1	310000 4 N AL AL E	-- Investissement direct	16 979,0	342 449,9	-325 470,9
3.1.1	311000 4 N AL AL E	---- Titres de participation et parts de fonds de placement	18 246,8	314 793,4	-296 546,6
3.1.1.1	311100 4 N AL AL E	----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	16 932,6	144 184,2	-127 251,6
3.1.1.1.1	311110 4 N AL AL E	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	16 932,6	144 119,2	-127 186,6
3.1.1.1.2	311120 4 N AL AL E	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	65,0	-65,0
3.1.1.1.3	311130 4 N AL AL E	----- Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.1	311131 4 N AL AL E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.2	311132 4 N AL AL E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.3	311133 4 N AL AL E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.1.2	311000 4R N AL AL E	---- Réinvestissement des bénéfices	1 314,2	170 609,2	-169 295,0
3.1.1.0.1	31100z 4 N AL AL E	----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.1.1.0.1.1	3110zz 4 N AL AL E	----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.1.2	312000 4 N AL AL E	---- Instruments de dette	-1 267,8	27 656,5	-28 924,3
3.1.2.1	312100 4 N AL AL E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-1 267,8	27 656,5	-28 924,3
3.1.2.2	312200 4 N AL AL E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3	312300 4 N AL AL E	----- Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.1	312310 4 N AL AL E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.2	312320 4 N AL AL E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.3	312330 4 N AL AL E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0	31200z 4 N AL AL E	----- Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.1	31201z 4 N AL AL E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.2	31202z 4 N AL AL E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3	31203z 4 N AL AL E	----- Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.1	31213z 4 N AL AL E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.2	31223z 4 N AL AL E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.3	31233z 4 N AL AL E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.2	320000 4 N AL AL E	-- Investissements de portefeuille	23 022,0	372 277,9	-349 255,9
3.2.1	321000 4 N AL AL E	---- Titres de participation et parts de fonds de placement	3 047,0	4 953,9	-1 906,9
3.2.1.1	321000 4 N CB AL E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.1.3	321000 4 N GG AL E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.2.1.2	321000 4 N DT AL E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.1.4	321000 4 N OS AL E	----- Autres secteurs	3 047,0	4 953,9	-1 906,9
3.2.1.4.1	321000 4 N FC AL E	----- Autres sociétés financières	3 047,0	0,0	3 047,0
3.2.1.4.2	321000 4 N NC AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	4 953,9	-4 953,9
3.2.1.0.1	321100 4 N AL AL E	----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.1	321110 4 N AL AL E	----- Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.2	321120 4 N AL AL E	----- Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2	321200 4 N AL AL E	----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.1	321200 4R N AL AL E	----- Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.2	32120z 4 N AL AL E	----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.2.2	322000 4 N AL AL E	---- Titres de créance	19 975,0	367 324,0	-347 349,0
3.2.2.1	322000 4 N CB AL E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.1	322000 4 N CB ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.2	322000 4 N CB LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9	322000 4 N MA AL E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.1	322000 4 N MA ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.2	322000 4 N MA LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2	322000 4 N DT AL E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2.1	322000 4 N DT ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2.2	322000 4 N DT LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.3	322000 4 N GG AL E	----- Administrations publiques	0,0	367 324,0	-367 324,0
3.2.2.3.1	322000 4 N GG ST E	----- À court terme	0,0	51 494,0	-51 494,0
3.2.2.3.2	322000 4 N GG LT E	----- À long terme	0,0	315 830,0	-315 830,0
3.2.2.4	322000 4 N OS AL E	----- Autres secteurs	19 975,0	0,0	19 975,0
3.2.2.4.0.1	322000 4 N OS ST E	----- À court terme	19 415,0	0,0	19 415,0
3.2.2.4.0.2	322000 4 N OS LT E	----- À long terme	560,0	0,0	560,0
3.2.2.4.1	322000 4 N FC AL E	----- Autres sociétés financières	18 913,0	0,0	18 913,0
3.2.2.4.1.1	322000 4 N FC ST E	----- À court terme	18 415,0	0,0	18 415,0
3.2.2.4.1.2	322000 4 N FC LT E	----- À long terme	498,0	0,0	498,0
3.2.2.4.2	322000 4 N NC AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 062,0	0,0	1 062,0
3.2.2.4.2.1	322000 4 N NC ST E	----- À court terme	1 000,0	0,0	1 000,0
3.2.2.4.2.2	322000 4 N NC LT E	----- À long terme	62,0	0,0	62,0

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3.3	330000 4 N AL AL E	-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.3.1	330000 4 N CB AL E	---- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.1.9	330000 4 N MA AL E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.3.2	330000 4 N DT AL E	---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.3	330000 4 N GG AL E	---- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.3.4	330000 4 N OS AL E	---- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.3.4.1	330000 4 N FC AL E	----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.3.4.2	330000 4 N NC AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1	331000 4 N AL AL E	----- Dérivés financiers (autres que réserves)	688,0	6 028,0	-5 340,0
3.3.0.1.1	331100 4 N AL AL E	----- Options	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.2	331200 4 N AL AL E	----- Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
3.3.0.2	332000 4 N AL AL E	----- Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.4	340000 4 N AL AL E	-- Autres investissements	919 900,3	141 999,2	777 901,1
3.4.1	341000 4 N AL AL E	---- Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
3.4.2	342000 4 N AL AL E	---- Monnaie fiduciaire et dépôts	306 611,1	190 828,5	115 782,6
3.4.2.1	342000 4 N CB AL E	----- Banque centrale	0,0	39,5	-39,5
3.4.2.1.1	342000 4 N CB ST E	----- A court terme	0,0	39,5	-39,5
3.4.2.1.2	342000 4 N CB LT E	----- A long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9	342000 4 N MA AL E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.1	342000 4 N MA ST E	----- A court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.2	342000 4 N MA LT E	----- A long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2	342000 4 N DT AL E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	161 301,0	190 789,0	-29 488,0
3.4.2.2.0.1	34200z 4 N DT AL E	----- Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2.1	342000 4 N DT ST E	----- A court terme	161 301,0	190 789,0	-29 488,0
3.4.2.2.2	342000 4 N DT LT E	----- A long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3	342000 4 N GG AL E	---- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3.1	342000 4 N GG ST E	----- A court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3.2	342000 4 N GG LT E	----- A long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4	342000 4 N OS AL E	---- Autres secteurs	145 310,1	0,0	145 310,1
3.4.2.4.0.1	342000 4 N OS ST E	----- A court terme	147 412,1	0,0	147 412,1
3.4.2.4.0.2	342000 4 N OS LT E	----- A long terme	-2 102,0	0,0	-2 102,0
3.4.2.4.1	342000 4 N FC AL E	----- Autres sociétés financières	6 250,4	0,0	6 250,4
3.4.2.4.1.1	342000 4 N FC ST E	----- A court terme	8 565,4	0,0	8 565,4
3.4.2.4.1.2	342000 4 N FC LT E	----- A long terme	-2 315,0	0,0	-2 315,0
3.4.2.4.2	342000 4 N NC AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	139 059,7	0,0	139 059,7
3.4.2.4.2.1	342000 4 N NC ST E	----- A court terme	138 846,7	0,0	138 846,7
3.4.2.4.2.2	342000 4 N NC LT E	----- A long terme	213,0	0,0	213,0
3.4.3	343000 4 N AL AL E	---- Prêts	143 489,6	-57 001,1	200 490,7
3.4.3.1	343000 4 N CB AL E	----- Banque centrale	0,0	-19 161,0	19 161,0
3.4.3.1.1	34300z 4 N CB AL E	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	-19 161,0	19 161,0
3.4.3.1.2	343000 4 N CB ST E	----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.3	343000 4 N CB LT E	----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9	343000 4 N MA AL E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.1	34300z 4 N MA AL E	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.2	343000 4 N MA ST E	----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.3	343000 4 N MA LT E	----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.2	343000 4 N DT AL E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	128 975,0	271,0	128 704,0
3.4.3.2.1	343000 4 N DT ST E	----- A court terme	120 343,0	147 056,0	-26 713,0
3.4.3.2.2	343000 4 N DT LT E	----- A long terme	8 632,0	-146 785,0	155 417,0
3.4.3.3	343000 4 N GG AL E	---- Administrations publiques	0,0	81 640,0	-81 640,0
3.4.3.3.1	34300z 4 N GG AL E	----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.2	343000 4 N GG ST E	----- Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.3	343000 4 N GG LT E	----- Autres à long terme	0,0	81 640,0	-81 640,0
3.4.3.4	343000 4 N OS AL E	---- Autres secteurs	14 514,6	-119 751,1	134 265,7
3.4.3.4.0.1	343000 4 N OS ST E	----- A court terme	14 514,6	-24 564,2	39 078,8
3.4.3.4.0.2	343000 4 N OS LT E	----- A long terme	0,0	-95 186,9	95 186,9
3.4.3.4.1	343000 4 N FC AL E	----- Autres sociétés financières	0,0	-13 803,4	13 803,4
3.4.3.4.1.1	343000 4 N FC ST E	----- A court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.4.1.2	343000 4 N FC LT E	----- A long terme	0,0	-13 803,4	13 803,4
3.4.3.4.2	343000 4 N NC AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	14 514,6	-105 947,7	120 462,3
3.4.3.4.2.1	343000 4 N NC ST E	----- A court terme	14 514,6	-24 564,2	39 078,8
3.4.3.4.2.2	343000 4 N NC LT E	----- A long terme	0,0	-81 383,5	81 383,5
3.4.4	344000 4 N AL AL E	---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	196,6	0,0	196,6
3.4.4.1	344000 4 N CB AL E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1.9	344000 4 N MA AL E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.4.2	344000 4 N DT AL E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.3	344000 4 N GG AL E	---- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4	344000 4 N OS AL E	---- Autres secteurs	196,6	0,0	196,6
3.4.4.4.1	344000 4 N FC AL E	----- Autres sociétés financières	196,6	0,0	196,6
3.4.4.4.2	344000 4 N NC AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.1	344100 4 N AL AL E	----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.2	344200 4 N AL AL E	----- Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.3	344300 4 N AL AL E	----- Droits à pension	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.4	344400 4 N AL AL E	----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.5	344500 4 N AL AL E	----- Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.6	344600 4 N AL AL E	----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3.4.5	345000 4 N AL AL E	----- Crédits commerciaux et avances	431 284,6	66 684,8	364 599,8
3.4.5.1	345000 4 N CB AL E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.1	345000 4 N CB ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.2	345000 4 N CB LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9	345000 4 N MA AL E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.1	345000 4 N MA ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.2	345000 4 N MA LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2	345000 4 N DT AL E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.1	345000 4 N DT ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.2	345000 4 N DT LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3	345000 4 N GG AL E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.1	345000 4 N GG ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.2	345000 4 N GG LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4	345000 4 N OS AL E	----- Autres secteurs	431 284,6	66 684,8	364 599,8
3.4.5.4.0.1	345000 4 N OS ST E	----- À court terme	175 604,4	62 445,8	113 158,7
3.4.5.4.0.2	345000 4 N OS LT E	----- À long terme	255 680,2	4 239,0	251 441,2
3.4.5.4.1	345000 4 N FC AL E	----- Autres sociétés financières	-488,7	-47,9	-440,8
3.4.5.4.1.1	345000 4 N FC ST E	----- À court terme	-362,7	-47,9	-314,8
3.4.5.4.1.2	345000 4 N FC LT E	----- À long terme	-126,0	0,0	-126,0
3.4.5.4.2	345000 4 N NC AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	431 773,3	66 732,7	365 040,6
3.4.5.4.2.1	345000 4 N NC ST E	----- À court terme	175 967,1	62 493,7	113 473,5
3.4.5.4.2.2	345000 4 N NC LT E	----- À long terme	255 806,2	4 239,0	251 567,2
3.4.6	346000 4 N AL AL E	----- Autres comptes à recevoir à payer	38 318,5	-58 513,0	96 831,5
3.4.6.1	346000 4 N CB AL E	----- Banque centrale	0,0	-56 714,9	56 714,9
3.4.6.1.1	346000 4 N CB ST E	----- À court terme	0,0	-56 714,9	56 714,9
3.4.6.1.2	346000 4 N CB LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9	346000 4 N MA AL E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.1	346000 4 N MA ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.2	346000 4 N MA LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.2	346000 4 N DT AL E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	10 537,0	-4 961,0	15 498,0
3.4.6.2.1	346000 4 N DT ST E	----- À court terme	10 537,0	-4 961,0	15 498,0
3.4.6.2.2	346000 4 N DT LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3	346000 4 N GG AL E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.1	346000 4 N GG ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.2	346000 4 N GG LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4	346000 4 N OS AL E	----- Autres secteurs	27 781,5	3 162,9	24 618,6
3.4.6.4.0.1	346000 4 N OS ST E	----- À court terme	-275,5	3 155,9	-3 431,4
3.4.6.4.0.2	346000 4 N OS LT E	----- À long terme	28 057,0	7,0	28 050,0
3.4.6.4.1	346000 4 N FC AL E	----- Autres sociétés financières	-25,0	7,0	-32,0
3.4.6.4.1.1	346000 4 N FC ST E	----- À court terme	-25,0	0,0	-25,0
3.4.6.4.1.2	346000 4 N FC LT E	----- À long terme	0,0	7,0	-7,0
3.4.6.4.2	346000 4 N NC AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	27 806,5	3 155,9	24 650,6
3.4.6.4.2.1	346000 4 N NC ST E	----- À court terme	-250,5	3 155,9	-3 406,4
3.4.6.4.2.2	346000 4 N NC LT E	----- À long terme	28 057,0	0,0	28 057,0
3.4.7	347000 4 N AL AL E	----- Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0
3.5	350000 4 N AL AL E	--- Avoirs de réserve	-243 615,6	0,0	-243 615,6
3.5.1	351000 4 N AL AL E	----- Or monétaire	0,0	0,0	0,0
3.5.1.1	351100 4 N AL AL E	----- Or métal	0,0	0,0	0,0
3.5.1.2	351200 4 N AL AL E	----- Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
3.5.2	352000 4 N AL AL E	----- Droits de tirage spéciaux	-48 446,9	0,0	-48 446,9
3.5.3	353000 4 N AL AL E	----- Position de réserve au FMI	76 955,4	0,0	76 955,4
3.5.4	354000 4 N AL AL E	----- Autres avoires de réserve	-272 124,1	0,0	-272 124,1
3.5.4.1	354100 4 N AL AL E	----- Monnaie fiduciaire et dépôts	-272 124,1	0,0	-272 124,1
3.5.4.1.1	354110 4 N AL AL E	----- Créances sur les autorités monétaires	-7 703,6	0,0	-7 703,6
3.5.4.1.2	354120 4 N AL AL E	----- Créances sur d'autres entités	-264 420,5	0,0	-264 420,5
3.5.4.2	354200 4 N AL AL E	----- Titres	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1	354210 4 N AL AL E	----- Titres de créance	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.1	354210 4 N AL ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.2	354210 4 N AL LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.2	354220 4 N AL AL E	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.5.4.3	354300 4 N AL AL E	----- Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.5.4.4	354400 4 N AL AL E	----- Autres créances	0,0	0,0	0,0
6	400000 5 N AL AL E	Erreurs et omissions nettes	-6 811 898,0	-6 806 090,8	-5 807,2

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int